




Entreprendre dans un
monde plus transparent

COMPARAISON DES RÉGLEMENTATIONS QUI S'APPLIQUENT AUX ENTREPRISES LOCALES DANS 183 ÉCONOMIES



© 2011 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale
1818 H Street NW
Washington, D.C. 20433, États-Unis
Téléphone : 202-473-1000
Site internet : www.worldbank.org

Tous droits réservés.
1 2 3 4 08 07 06 05

Publication conjointe de la Banque mondiale et de la Société financière internationale.

Le présent rapport a été élaboré par les services du Groupe de la Banque mondiale. Les résultats, interprétations et conclusions qui y sont présentées ne reflètent pas nécessairement les vues des Administrateurs de la Banque mondiale ou des pays qu'ils représentent. La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données contenues dans cet ouvrage.

Droits et autorisations

Le contenu du présent rapport fait l'objet de droits d'auteur. La reproduction ou la transmission sans autorisation d'une partie ou de l'intégralité de cet ouvrage peut constituer une violation de la législation en vigueur. La Banque mondiale encourage la diffusion de ses études et, accorde généralement et sans délai l'autorisation d'en reproduire des passages.

Pour obtenir l'autorisation de photocopier ou de réimprimer tout passage du présent rapport, veuillez envoyer une demande accompagnée des renseignements nécessaires, par courrier, à Copyright Clearance Center Inc., 222 Rosewood Drive, Danvers, MA 01923, États-Unis; téléphone : 978-750-400 ; télécopie : 978-750-4470 ; Internet: www.copyright.com.

Pour tout autre renseignement sur les droits et autorisations, y compris les droits dérivés, veuillez envoyer votre demande, par courrier, à l'adresse suivante : Office of the Publisher, The World Bank, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, États-Unis ; télécopie : 202-522-2422 ; courriel : pubrights@worldbank.org.

Les copies supplémentaires du rapport Doing Business 2012 : Entreprendre dans un monde plus transparent ; Doing Business 2011 : Agir pour les entrepreneurs ; Doing Business 2010 : Réformes en ces temps difficiles ; Doing Business 2009 ; Doing Business 2008 ; Doing Business 2007 : Comment réformer ; Doing Business en 2006 : Créer les emplois ; Doing Business en 2005 : Élimination des obstacles à la croissance ; et Doing Business en 2004 : Comprendre la réglementation sont disponibles à l'achat sur le site www.doingbusiness.org.



Entreprendre dans un monde plus transparent

COMPARAISON DES RÉGLEMENTATIONS QUI S'APPLIQUENT AUX ENTREPRISES LOCALES DANS 183 ÉCONOMIES

PUBLICATION CONJOINTE DE LA BANQUE MONDIALE ET DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE.

SITE WEB DE DOING BUSINESS

Dernières actualités

Nouvelles sur le projet *Doing Business*
<http://www.doingbusiness.org>

Classements

Le classement des économies — de 1 à 183
<http://francais.doingbusiness.org/rankings>

Réformes listées dans le rapport Doing Business

Brefs résumés des réformes listées dans le rapport DB2011, listes des pays ayant mis en oeuvre des réformes depuis le rapport DB2008
<http://francais.doingbusiness.org/reforms>

Données historiques

Ensembles de données depuis le rapport DB2004
<http://francais.doingbusiness.org/custom-query>

Méthodologie et recherche

Documents sur la méthodologie et les recherches qui ont servi à l'élaboration du rapport *Doing Business*
<http://francais.doingbusiness.org/methodology>
<http://www.doingbusiness.org/research>

Télécharger les rapports

Accès aux rapports *Doing Business*, aux rapports infranationaux et nationaux, aux études de cas sur les réformes, et aux profils sur les pays et les régions
<http://francais.doingbusiness.org/reports>

Projets à l'échelle infranationale et régionale

Différences entre les diverses réglementations des affaires à l'échelle infranationale et régionale
<http://www.doingbusiness.org/Subnational-Reports>

Bibliothèque juridique

Collection en ligne de documents sur les lois et réglementations liées à la pratique des affaires et aux questions de l'égalité homme-femme
<http://www.doingbusiness.org/Law-library>
<http://wbl.worldbank.org>

Partenaires locaux

Plus de 9 000 spécialistes dans 183 économies contribuent à l'élaboration du rapport *Doing Business*
<http://www.doingbusiness.org/Local-Partners/Doing-Business>

Pratique des affaires à l'échelle de la planète

Carte interactive sur la facilité à faire des affaires
<http://rru.worldbank.org/businessplanet>

Table des matières

- V Préface
- 1 Synthèse
- 16 À propos de *Doing Business* : mesurer les résultats

Doing Business 2012 est la neuvième édition d'une série de rapports annuels sur l'évaluation des réglementations qui facilitent ou entravent la pratique des affaires. *Doing Business* présente des indicateurs quantitatifs sur la réglementation des entreprises et la protection des droits de propriété permettant d'établir des comparaisons entre 183 économies — de l'Afghanistan au Zimbabwe — et sur plusieurs années.

Le rapport évalue les réglementations ayant une incidence sur 11 étapes de la vie d'une entreprise : la création d'entreprise, l'obtention des permis de construire, le raccordement à l'électricité, le transfert de propriété, l'obtention de prêts, la protection des investisseurs, le paiement des taxes et impôts, le commerce transfrontalier, l'exécution de contrats, le solutionnement de l'insolvabilité (précédemment la fermeture d'entreprise) et l'embauche des travailleurs. Les données sur l'embauche des travailleurs ne sont pas prises

en compte cette année dans le classement relatif à la facilité de faire des affaires.

Les données du rapport *Doing Business 2012* datent du 1^{er} juin 2011. Les indicateurs servent à analyser les résultats économiques et à identifier les réformes de la réglementation des affaires qui ont été efficaces, où elles l'ont été et pour quelles raisons. Les chapitres qui examinent ces questions relatives à chacune des 11 étapes de la vie d'une entreprise, et montrent les tendances au plan mondial, sont mis en ligne cette année. Ces chapitres sont disponibles sur le site internet de *Doing Business* à l'adresse <http://www.doingbusiness.org>.

La méthodologie concernant les indicateurs sur l'obtention des permis de construire, l'obtention de prêts et le paiement des taxes et impôts a été modifiée pour *Doing Business 2012*. Pour en savoir plus, prière de se référer aux Notes statistiques.

Préface

Pour faciliter la croissance du secteur privé — et faire en sorte que les personnes les plus défavorisées puissent aussi en bénéficier — il faut mettre en place des réglementations où les nouveaux venus qui sont dynamiques et animés de bonnes idées, quels que soient leur sexe ou leur origine ethnique, peuvent créer leur propre entreprise et où les entreprises peuvent investir, se développer et créer davantage d'emplois. *Doing Business 2012* est la neuvième édition d'une série de rapports annuels comparant les réglementations qui facilitent la pratique des affaires et celles qui l'entravent. Le rapport présente des indicateurs quantitatifs sur la réglementation des affaires et la protection des droits de propriété concernant 183 économies, de l'Afghanistan au Zimbabwe. Les données datent de juin 2011.

Doing Business part du principe fondamental que l'activité économique doit reposer sur de bonnes règles — des règles qui établissent et clarifient les droits de propriété et réduisent le coût de règlement des différends, des règles qui améliorent le caractère prévisible des interactions économiques et qui offrent aux partenaires à un contrat la certitude et la protection contre les abus. L'objectif est de mettre en place des réglementations efficaces, accessibles à tous et faciles à mettre en place. *Doing Business* accorde ainsi de meilleures notes pour une réglementation qui assure une protection plus solide des droits des investisseurs, à l'instar des normes plus rigoureuses en matière de publication de l'information dans les transactions entre parties apparentées.

Doing Business s'intéresse aux entreprises locales, essentiellement les petites d'entre elles, et étudie les réglementations auxquelles elles sont assujetties aux différents stades de leur vie. Le rapport de cette année classe les économies au regard de 10 domaines de réglementation : la création d'entreprises, l'obtention des permis de construire, le raccordement à l'électricité, le transfert de propriété, l'obtention de prêts, la protection des investisseurs, le paiement des taxes et impôts, le commerce transfrontalier, l'exécution des contrats et le solutionnement de l'insolvabilité (précédemment la fermeture d'entreprise). Le rapport présente en outre des données relatives aux réglementations sur l'embauche des travailleurs.

Le projet *Doing Business* a une portée limitée. Il ne cherche pas à évaluer tous les coûts et avantages d'une loi ou réglementation particulière pour la société dans son ensemble. Il ne mesure pas non plus tous les aspects du climat des affaires qui revêtent de l'intérêt pour les entreprises et les investisseurs ou qui ont une incidence sur la compétitivité d'une économie. Son but consiste simplement à fournir aux dirigeants d'entreprise et aux pouvoirs publics une base factuelle pour les aider à prendre des décisions éclairées et offrir aux chercheurs des données librement accessibles concernant les répercussions de la réglementation des affaires et des institutions sur des résultats économiques tels que la productivité, l'investissement, le secteur informel, la corruption, le chômage et la pauvreté.

Doing Business suit, au moyen de ses indicateurs, les changements apportés aux réglementations des affaires dans le monde entier et a enregistré plus de 1 750 améliorations depuis 2004. Dans un contexte marqué par la crise financière et économique, les pouvoirs publics à travers le monde continuent de réformer la réglementation des affaires au niveau des entreprises et dans certains domaines à un rythme encore plus rapide qu'auparavant.

Ces efforts constants soulèvent des questions, notamment celle de savoir comment la réglementation des affaires a changé dans le monde et comment ces changements ont influé sur les entreprises et les économies. S'appuyant sur des séries chronologiques à présent plus longues, le rapport adopte une nouvelle mesure pour montrer comment l'environnement réglementaire des affaires a changé, en termes absolus, dans chacune des économies au cours des 6 années écoulées depuis la publication du rapport *Doing Business* 2006 en 2005. La mesure de la « distance par rapport à la frontière », qui évalue l'évolution du cadre réglementaire de chaque économie tel que mesuré par *Doing Business*, vient compléter le classement global relatif à la facilité de faire des affaires. Cette nouvelle mesure compare la performance actuelle de chaque économie, au regard des indicateurs, par rapport à celle de toutes les autres économies figurant dans l'échantillon de *Doing Business*. (Pour en savoir plus, prière de se référer au chapitre consacré à la facilité de faire des affaires et à la distance par rapport à la frontière).

La recherche se poursuit autour des questions liées aux réglementations contraignantes et aux réformes réglementaires les plus efficaces, et sur la façon dont ces problématiques sont façonnées en fonction de l'environnement qui entoure une économie. Pour ouvrir de nouvelles pistes de recherche dans ce domaine, *Doing Business* envisage l'organisation d'une conférence à l'automne 2012 dans le but d'améliorer la compréhension des liens qui existent entre la réforme de la réglementation des affaires et les résultats économiques d'une manière plus générale.

Doing Business ne pourrait pas exister sans l'expertise et l'apport généreux d'un réseau de plus de 9 000 experts locaux, dont des avocats, des experts-conseils en affaires, des comptables, des transitaires, des représentants des gouvernements et d'autres professionnels qui gèrent au quotidien les obligations juridiques et réglementaires dans les 183 économies étudiées ou qui donnent des conseils à ce sujet. L'équipe de *Doing Business* tient en particulier à remercier les collaborateurs internationaux suivants : Allen & Overy LLP ; Baker & McKenzie ; Cleary Gottlieb Steen & Hamilton LLP ; Ernst & Young ; Ius Laboris, Alliance of Labor, Employment, Benefits and Pensions Law Firms ; KPMG ; the Law Society of England and Wales ; Lex Mundi, Association of Independent Law Firms ; Panalpina ; PwC ; Raposo Bernardo & Associates ; Russell Bedford International ; SDV International Logistics ; et Toboc Inc.

Tout au long de l'année dernière, le projet a également bénéficié des conseils et contributions des gouvernements et des décideurs politiques du monde entier. L'équipe souhaite en particulier remercier les gouvernements de la République de Corée, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, du Mexique et du Royaume-Uni de lui avoir fourni des données et fait part de leurs réactions concernant les études de cas des économies. Les remerciements de l'équipe vont également aux plus de 60 gouvernements qui lui ont fourni des informations détaillées sur les réformes de leur réglementation des affaires en 2010-2011.

Ce volume a été élaboré par les services du Groupe de la Banque mondiale. Les membres de l'équipe expriment leur gratitude à tous leurs collègues des départements régionaux et des réseaux du Groupe de la Banque mondiale pour leur contribution à ce projet.



Janamitra Devan

Vice-président et chef du Réseau
Finances et développement du secteur privé
Groupe de la Banque mondiale

Synthèse

Au cours des douze derniers mois, un nombre record de gouvernements d'Afrique subsaharienne ont modifié l'environnement réglementaire de leur économie pour faciliter la création et l'exploitation des entreprises locales. Dans une région où le cadre réglementaire faisait l'objet d'assez peu d'attention il y a huit ans à peine, 36 économies sur 46 ont mis en œuvre entre juin 2010 et mai 2011 des réformes réglementaires destinées à faciliter l'activité économique, soit 78 % des économies de la région, contre une moyenne de 56 % pendant les six années précédentes (figure 1.1).

Partout dans le monde, les réformes réglementaires visant à faciliter des démarches administratives comme la création d'entreprise, le transfert de propriété ou l'obtention des permis de construire, restent les plus courantes. Cela dit, de plus en plus d'économies concentrent leurs efforts de réforme sur le renforcement d'institutions juridiques telles que les tribunaux, ou les régimes d'insolvabilité, ainsi que sur l'amélioration de la protection juridique des investisseurs et des droits de propriété. Cette évolution est particulièrement marquée dans les économies à faible revenu et à revenu intermédiaire, tranche inférieure, où 43 % de toutes les réformes enregistrées par *Doing Business*

en 2010-2011 portaient sur des aspects pris en compte par les indicateurs d'obtention de prêts, de protection des investisseurs, d'exécution des contrats et de solutionnement de l'insolvabilité (figure 1.2).

Dans l'ensemble, les gouvernements de 125 économies ont mis en œuvre 245 réformes institutionnelles et réglementaires mesurées par *Doing Business* en 2010-2011 — soit 13 % de plus que l'année précédente (encadré 1.1). L'accélération des réformes réglementaires est une bonne nouvelle pour les entrepreneurs des pays en développement. Dans tous les cas, créer une entreprise est un saut dans l'inconnu. Pour une personne pauvre, créer une entreprise ou trouver un emploi est important pour s'extraire de la pauvreté¹. Dans la plupart des régions du monde, les petites et moyennes entreprises sont souvent les plus gros pourvoyeurs d'emplois². Pourtant, les entrepreneurs de pays en développement sont généralement confrontés à de plus gros obstacles que leurs pairs issus d'économies à revenu élevé. Entre autres défis, ils doivent trouver du personnel qualifié et travailler dans un environnement pauvre en infrastructures, autant de difficultés auxquelles viennent s'ajouter des réglementations accablantes et

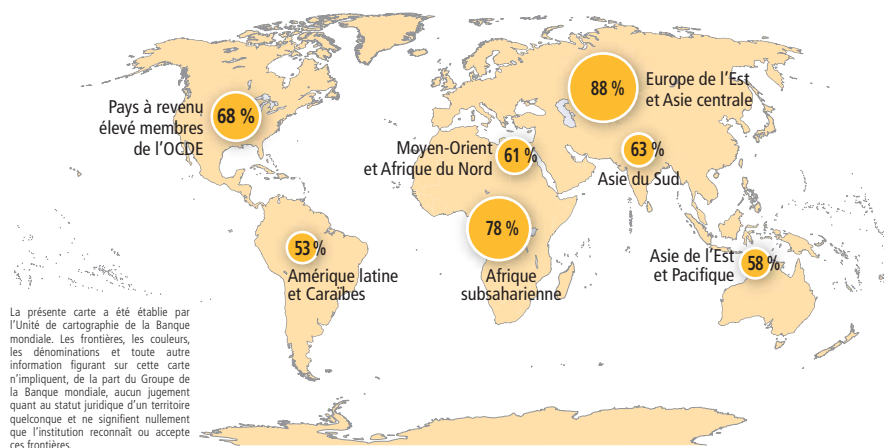
des institutions inefficaces qui entravent la création et l'expansion des entreprises.

Comparant 183 économies au moyen d'indicateurs de référence, *Doing Business* mesure et suit l'évolution des réglementations applicables aux entreprises locales à 11 stades de leur vie (encadré 1.2). Le rapport part du principe fondamental que l'activité économique doit reposer sur des règles solides, qui sont transparentes et accessibles à tous. Ces réglementations doivent être efficaces, établir un équilibre entre la préservation de certains aspects importants du cadre des affaires et la nécessité d'éviter des distorsions qui imposent des coûts déraisonnables aux entreprises. Lorsque la réglementation est lourde et la concurrence limitée, la réussite d'un entrepreneur dépend davantage de ses relations que de ses aptitudes. Mais lorsqu'elle est relativement simple à appliquer et accessible à tous ceux qui en ont besoin, toute personne armée d'un certain talent et d'une bonne idée devrait pouvoir créer et faire prospérer une entreprise dans un cadre formel.

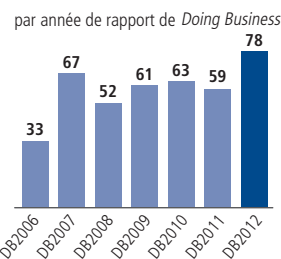
D'une région à l'autre, les entrepreneurs de pays en développement opèrent dans des cadres réglementaires en moyenne moins propices aux

FIGURE 1.1 Un grand nombre d'économies d'Afrique subsaharienne ont réformé leur réglementation des affaires en 2010-2011

Part des économies qui comptent au moins une réforme *Doing Business* facilitant la pratique des affaires (%)



Part des économies d'Afrique subsaharienne qui comptent au moins une réforme facilitant la pratique des affaires (%)



Source : Base de données *Doing Business*.

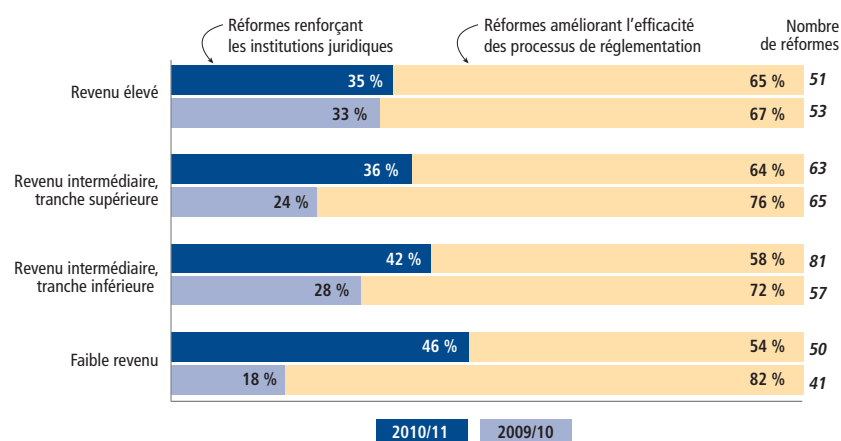
affaires que ceux des économies à revenu élevé membres de l'OCDE. Cela signifie des procédures plus bureaucratiques et plus coûteuses pour la création d'entreprises, l'obtention de permis de construire, le transfert de propriété, le commerce transfrontalier et le paiement des taxes et impôts. Le raccordement à l'électricité, qui est un indicateur nouvellement pris en compte cette année dans le classement au titre de la facilité de faire des affaires, coûte en moyenne plus cher en Afrique subsaharienne que dans le reste du monde — plus de 5 400 % du revenu par habitant (la moyenne dans les économies à revenu élevé membres de l'OCDE est de 93 %). Les entreprises locales de nombreux pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale remplissent des formalités plus complexes qu'ailleurs dans le monde pour être raccordées au réseau électrique. Mais la question ne se limite pas aux formalités complexes et aux lourdeurs administratives. Un cadre réglementaire moins propice aux affaires est aussi synonyme de mesures de protection juridique plus faibles pour les actionnaires minoritaires, et de plus grande faiblesse également des législations relatives aux garanties et des institutions telles que les tribunaux, les centrales de risques et les registres des garanties.

D'une manière générale, des procédures réglementaires plus efficaces s'accompagnent souvent d'institutions juridiques et de mesures de protection des droits de propriété plus solides. Dans une économie, il existe une corrélation, d'une part, entre la solidité des institutions juridiques et les mesures de protection des droits de propriété comme le montrent certains indicateurs *Doing Business* (obtention de prêts, protection des investisseurs, exécution des contrats et solutionnement de l'insolvabilité) et, d'autre part, entre la complexité et le coût des procédures réglementaires qui sont illustrés par d'autres indicateurs (création d'entreprises, obtention des permis de construire, raccordement à l'électricité, transfert de propriété, paiement des taxes et impôts et commerce transfrontalier). Les économies à revenu élevé membres de l'OCDE ont, de loin et sur les deux plans, le cadre le plus propice aux affaires par rapport au reste du monde (figure 1.3). En revanche, les économies d'Afrique subsaharienne et d'Asie du Sud sont les plus susceptibles d'avoir à la fois des institutions juridiques plus faibles et des procédures réglementaires plus complexes, selon *Doing Business*.

Certaines régions échappent néanmoins à la tendance générale. C'est le cas du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, une région où les réformes engagées ces six dernières années visaient surtout à simplifier la réglementation. De nos jours, les économies de cette région associent souvent des institutions juridiques relativement faibles à des procédures réglementaires plus efficaces. C'est le cas également

FIGURE 1.2 Dans le monde entier, les économies ont davantage porté leurs efforts de réformes sur le renforcement des institutions juridiques et des mesures de protection des droits de propriété en 2010-2011

Réformes *Doing Business* facilitant l'exercice de l'activité économique par type



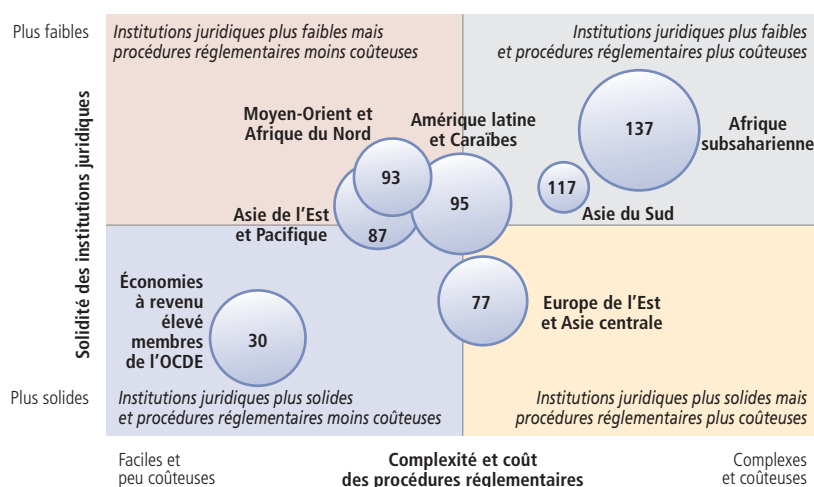
Remarque : Les réformes qui renforcent les institutions juridiques sont celles qui concernent l'obtention de prêts, la protection des investisseurs, l'exécution des contrats et le solutionnement de l'insolvabilité. Les réformes qui améliorent l'efficacité des processus de réglementation sont celles qui concernent la création d'entreprises, l'obtention des permis de construire, le raccordement à l'électricité, le transfert de propriété, le paiement des taxes et impôts et le commerce transfrontalier.

Source : Base de données *Doing Business*.

ENCADRÉ 1.1 Principales constats du rapport 2012

- Trente-six pays d'Afrique subsaharienne sur 46 ont rendu leur réglementation des affaires plus favorable aux entreprises locales en 2010-2011, un record depuis 2005. C'est une bonne nouvelle pour les entrepreneurs de la région, où les formalités de création et d'exploitation d'entreprises coûtent plus cher et sont plus complexes que partout ailleurs dans le monde.
- Dans le monde entier, 125 économies ont mis en œuvre 245 réformes destinées à faciliter la pratique des affaires en 2010-2011, soit 13 % de plus que l'année précédente. Plus que par le passé, une plus grande part des réformes engagées dans des économies à faible revenu et à revenu intermédiaire, tranche inférieure, visaient à renforcer les tribunaux, les régimes d'insolvabilité et la protection des investisseurs. Cette accélération des réformes réglementaires est une bonne chose, particulièrement pour les petites et moyennes entreprises, qui sont les plus gros pourvoyeurs d'emplois dans plusieurs régions du monde.
- Face à la crise économique et financière mondiale, plus d'économies ont renforcé leurs régimes d'insolvabilité en 2010-2011 — 29, contre 16 et 18 respectivement en 2009-2010 et 2008-2009. Il s'agit pour la plupart d'économies à revenu élevé membres de l'OCDE ou d'économies d'Europe de l'Est et d'Asie centrale. Des études ont montré que des régimes d'insolvabilité efficaces peuvent influencer sur le coût de la dette, l'accès au crédit, et la capacité d'une économie à sortir de la récession, ainsi que sur la vitesse à laquelle cette dernière en sort.
- De nouvelles données montrent l'importance de l'accès à l'information sur la réglementation. Les renseignements sur les barèmes tarifaires, sur les documents requis et sur les litiges commerciaux et les procédures d'insolvabilité sont les plus accessibles dans les pays à revenu élevé membres de l'OCDE, et les moins faciles d'accès en Afrique subsaharienne et au Moyen-Orient et Afrique du Nord. La multiplication des initiatives d'e-gouvernement dans le monde entier offre une occasion d'accroître la transparence et l'accès à l'information.
- Une nouvelle mesure montre qu'au cours des six dernières années, 94 % des 174 économies étudiées par *Doing Business* ont rendu leur cadre de réglementation plus favorable pour les affaires. Elles se sont rapprochées de la frontière, une mesure synthétique établie sur la base des pratiques les plus favorables aux entreprises sur neuf thèmes de réglementation des affaires, de la création d'entreprises aux procédures d'insolvabilité.
- Les 20 économies qui ont actuellement le cadre réglementaire le plus propice aux affaires et les pays qui se sont le plus rapprochés de la frontière pendant les six dernières années ont en commun d'adopter une approche large et soutenue de gestion de la réglementation des affaires. Le rapport de cette année met en relief les expériences de la République de Corée, du Royaume-Uni, de l'ex-République yougoslave de Macédoine et du Mexique. La Corée vient d'entrer parmi les dix premiers pays au classement relatif à la facilité de faire des affaires après avoir simplifié ses procédures pour la création d'entreprises, l'administration fiscale et l'exécution des contrats. La Macédoine est l'une des économies qui s'est le plus améliorée l'année dernière au plan de la facilité de faire des affaires.
- Les économies qui ont le plus amélioré leur cadre des affaires en 2010-2011, sur au moins trois thèmes de réglementation mesurés par *Doing Business*, sont les suivantes : Maroc, Moldova, ex-République yougoslave de Macédoine, São Tomé-et-Príncipe, Lettonie, Cap-Vert, Sierra Leone, Burundi, Îles Salomon, République de Corée, Arménie et Colombie.

FIGURE 1.3 Des institutions juridiques et des mesures de protection des droits de propriété plus solides sont associées à des procédures réglementaires plus efficaces
Classement moyen relatif à des indicateurs *Doing Business*



Remarque : Les termes « solidité des institutions juridiques » renvoient au classement moyen relatif à l'obtention des prêts, à la protection des investisseurs, à l'exécution des contrats et au solutionnement de l'insolvabilité. Les termes « complexité et coût des procédures réglementaires » renvoient au classement moyen relatif à la création d'entreprises, à l'obtention des permis de construire, au raccordement à l'électricité, au transfert de propriété, au paiement des taxes et impôts, et au commerce transfrontalier. La taille des bulles reflète le nombre d'économies dans chaque région et le nombre représente le classement moyen de la région du point de vue de la facilité de faire des affaires. Les degrés de corrélation sont significatifs au niveau de 1 %, le revenu par habitant étant pris en compte.

Source : Base de données *Doing Business*.

ENCADRÉ 1.2 Mesurer la réglementation aux différents stades de la vie d'une entreprise locale

Cette année, le classement général relatif à la facilité de faire des affaires est établi à partir d'un ensemble d'indicateurs permettant de mesurer et comparer des réglementations qui affectent dix stades de la vie d'une entreprise : création d'entreprises, obtention de permis de construire, raccordement à l'électricité, transfert de propriété, obtention de prêts, protection des investisseurs, paiement des taxes et impôts, commerce transfrontalier, exécution des contrats et solutionnement de l'insolvabilité. *Doing Business* examine aussi la réglementation relative à l'embauche des travailleurs, qui n'a pas été prise en compte pour établir le classement général de cette année.

Doing Business comprend deux catégories de données et d'indicateurs. La première catégorie d'indicateurs porte sur la solidité des droits de propriété et la protection des investisseurs, et repose sur l'interprétation des textes de loi et des réglementations officielles dans une situation donnée. *Doing Business* accorde des notes plus élevées pour des droits de propriété plus solides et une protection renforcée des investisseurs, comme par exemple, l'application de règles plus rigoureuses de divulgation de l'information dans le cadre des opérations entre parties apparentées. La deuxième catégorie d'indicateurs est liée au coût et à l'efficacité de procédures réglementaires concernant, par exemple, la création d'entreprises, le transfert de propriété et l'obtention des permis de construire. Ces indicateurs, qui mesurent les procédures, les délais et le coût nécessaires pour conclure une opération conformément à toutes les réglementations applicables, sont basés sur l'étude des temps et des mouvements dans la perspective de l'entreprise. Toute interaction de celle-ci avec des parties externes telles que des organismes publics compte pour une procédure. Les estimations de coût sont obtenues à partir de barèmes tarifaires officiels, lorsqu'ils sont disponibles. Consulter les Notes statistiques et le chapitre intitulé « À propos de *Doing Business* : Mesurer les résultats » pour une présentation plus détaillée de la méthodologie suivie par *Doing Business*.

de l'Europe de l'Est et de l'Asie centrale où les économies, par contraste, ont en moyenne des institutions juridiques légèrement plus solides, mais des procédures réglementaires moins efficaces. Par rapport au Moyen-Orient et à l'Afrique du Nord, les réformes des six dernières années dans cette région se sont davantage concentrées sur le renforcement des institutions juridiques et des mesures de protection des droits de propriété³.

Conscients du rôle joué par les entrepreneurs pour créer des opportunités économiques pour eux-mêmes et pour d'autres, les décideurs du monde entier prennent souvent des mesures pour améliorer le climat des investissements et favoriser la croissance de la productivité. Les investissements dans les infrastructures — ports, routes et télécommunications — sont considérés comme des facteurs essentiels du développement du secteur privé. De même,

dans un environnement économique mondial de plus en plus complexe, il importe d'investir dans l'éducation et la formation, quoique ces investissements tardent généralement à produire des fruits. Pourtant, les économies en développement qui ont accédé au statut de revenu élevé y sont généralement parvenues en renforçant les compétences et les capacités de leur main-d'œuvre. Pour promouvoir l'entrepreneuriat, les décideurs doivent impérativement mettre en place un cadre réglementaire propice à la création et l'expansion des entreprises — autrement dit un cadre qui encourage au lieu d'entraver la concurrence⁴.

POSSIBILITÉS D'ACCÉDER À PLUS D'INFORMATIONS SUR LA RÉGLEMENTATION COMMERCIALE

Les institutions jouent un rôle majeur dans le développement du secteur privé. Les tribunaux, les registres, le fisc et les centrales des risques sont essentiels au bon fonctionnement des marchés, et leur degré d'efficacité et de transparence compte beaucoup pour les entreprises. Pour améliorer l'efficacité des procédures et des institutions, les gouvernements du monde entier — quelque soit leur niveau de revenu — ont de plus en plus recours aux nouvelles technologies. Plus de 100 économies sur les 183 couvertes par *Doing Business* utilisent des systèmes électroniques pour des services allant de l'inscription au registre du commerce au dédouanement et à l'enregistrement des actes de procédure⁵. Ce qui permet aux entreprises et aux administrations d'économiser du temps et de l'argent. L'utilisation de systèmes électroniques offre aussi de nouvelles possibilités d'accroître la transparence et de faciliter l'accès à l'information et l'observation de la réglementation. Cela dit, toutes les économies ne mettent pas à profit les possibilités d'ouverture qu'offrent les nouvelles technologies. Et, parfois, des contraintes et des priorités budgétaires empêchent d'adopter plus rapidement les outils technologiques les plus récents pour améliorer la qualité des services publics.

Cette année, *Doing Business* a étudié comment les entreprises accèdent à l'information dont elles ont besoin pour se conformer à la réglementation et aux formalités, comme par exemple, les documents requis pour le commerce transfrontalier ou les tarifs applicables à la création d'entreprises, à l'obtention des permis de construire ou au raccordement à l'électricité. Certaines économies ne disposant pas de systèmes d'information pleinement développés, le travail de recherche a aussi consisté à savoir si elles utilisaient d'autres moyens pour faciliter l'accès à de telles informations, comme la publication des barèmes tarifaires dans les

services concernés ou leur diffusion par des avis publics.

Les résultats de ces recherches sont frappants. Dans la plupart des économies d'Afrique subsaharienne et du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, il faut rencontrer un responsable pour obtenir de telles informations. Dans tous les pays à revenu élevé membres de l'OCDE, les formulaires requis pour le commerce transfrontalier sont accessibles en ligne, dans un service ou sur des avis publics (figure 1.4). La situation est la même dans environ 30 % à peine des économies du Moyen-Orient et Afrique du Nord, et dans moins de 50 % des pays d'Afrique subsaharienne. Et les formulaires requis pour l'obtention des permis de construire sont disponibles en ligne ou par voie d'avis publics dans environ 40 % seulement des économies de ces deux régions.

Un accès plus facile aux barèmes tarifaires et des tarifs moins élevés vont généralement de pair. En effet, dans des économies où les données tarifaires sont faciles d'accès, les formalités de création d'entreprises coûtent en moyenne 18 % du revenu par habitant, contre 66 % en moyenne dans le cas contraire (figure 1.5).

En plus des renseignements dont les entreprises ont besoin pour se conformer à la réglementation, des institutions telles que les tribunaux fournissent des informations qui contribuent à rendre le marché plus transparent. Des tribunaux efficaces et équitables sont essentiels pour instaurer la confiance dont les entreprises

ÉVOLUTION DES RÉFORMES RÉGLEMENTAIRES DES AFFAIRES DANS LE MONDE EN 2010-2011

En Afrique subsaharienne, l'une des mesures destinées à rendre le cadre réglementaire plus propice aux entreprises locales en 2010-2011 concernait la première révision d'un système de droit harmonisé des affaires dans la région, une réforme juridique menée par l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA) qui a nécessité le consensus de ses 16 États membres¹. Cette première étape a permis de simplifier les formalités de création d'entreprises et de renforcer le droit sur les sûretés.

Dans toute l'Afrique subsaharienne, les programmes de réforme réglementaire ne cessent de s'élargir. Treize économies ont mis en œuvre des réformes visant à améliorer le cadre des affaires sur au moins trois thèmes évalués par *Doing Business* — de la création à la fermeture des entreprises. On compte parmi celles-ci des économies sortant de conflit telles que le Burundi, le Libéria et la Sierra Leone. L'Afrique du Sud a adopté une nouvelle loi sur les sociétés qui a simplifié les formalités d'inscription au registre de commerce et introduit une nouvelle procédure de redressement pour faciliter la réhabilitation d'entreprises en difficultés financières.

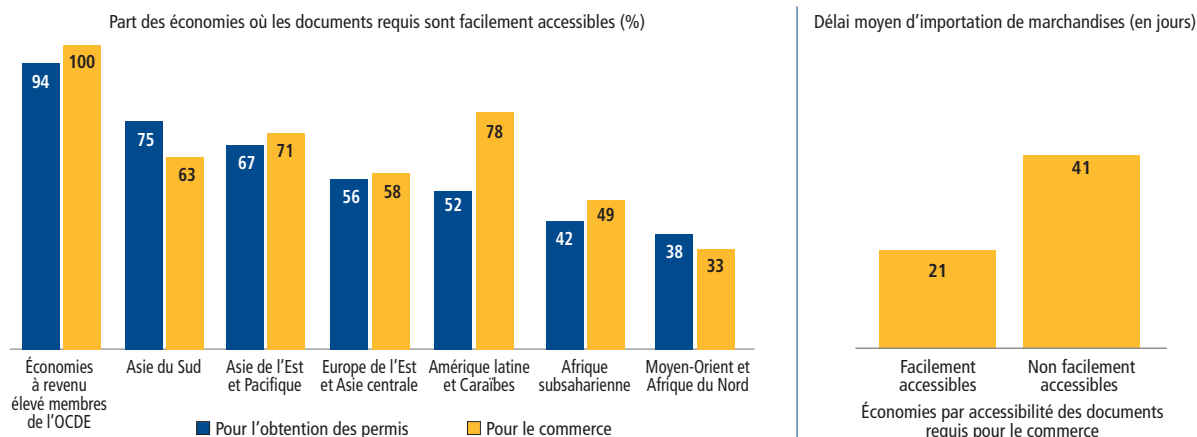
Dans un contexte marqué par la crise économique et financière mondiale, le nombre de réformes des régimes d'insolvabilité a augmenté au cours des trois dernières années, particulièrement en Europe et dans d'autres économies à revenu élevé membres de l'OCDE ailleurs dans le monde². En 2010-2011, 29 économies ont amélioré leurs procédures de faillite, un record. Il s'agit entre autres de l'Autriche, du Danemark, de la France, de l'Italie, de la Pologne, de la Slovaquie et de la Suisse, mais aussi de la Bulgarie, de la Lettonie, de la Lituanie, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, du Monténégro, de Moldova, de la Roumanie, de la Serbie et de l'Ukraine. L'Islande a durci les conditions d'approbation des transactions entre parties apparentées, et la Grèce, le Portugal et l'Espagne ont simplifié leurs procédures de création d'entreprises.

Dans d'autres régions, les réformes réglementaires ont été mises en œuvre à des rythmes différents. Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, 61 % des économies ont modifié leurs cadres réglementaires pour faciliter la pratique des affaires. En Amérique latine et aux Caraïbes, les trois économies dont les réglementations sont les plus propices à l'activité commerciale — Chili, Pérou et Colombie — ont davantage amélioré leur cadre des affaires en engageant chacune des réformes sur trois thèmes évalués par *Doing Business*. Cependant, ni l'Équateur ni la majorité des États des Caraïbes³ n'ont entrepris de telles réformes.

La Malaisie était l'une des économies les plus réformatrices d'Asie de l'Est et du Pacifique, en instituant la soumission électronique des assignations, en établissant des juridictions civiles et commerciales spécialisées à Kuala Lumpur, et en créant un guichet unique pour l'inscription au registre du commerce, au fichier fiscal, à la sécurité sociale et au fonds pour l'emploi. Plusieurs petits États insulaires — Îles Salomon, Tonga et Vanuatu — ont mis en œuvre des réformes réglementaires sur au moins trois thèmes, souvent avec le concours de bailleurs de fonds. En Asie du Sud, où le Sri Lanka et le Bhoutan ont été les pays les plus actifs, le rythme des réformes s'est maintenu l'année dernière. Le Sri Lanka a mis en œuvre des réformes fiscales et durci les règles de publication de l'information sur les opérations impliquant un conflit d'intérêts, alors que le Bhoutan créait un registre public d'information sur le crédit et simplifiait ses procédures de création d'entreprises.

1. L'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA) a été fondée par 14 pays membres le 17 octobre 1993 à Port Louis (Maurice). Il s'agit d'un système de droit des affaires harmonisé et d'organismes d'exécution communs adopté par voie de traité par 16 nations d'Afrique centrale et de l'Ouest.
2. Selon le Fonds monétaire international (FMI 2009), la crise financière a entraîné une forte croissance des taux de défaillance des entreprises et des ménages, et des faillites d'entreprises.
3. Aucune réforme visant à faciliter l'activité commerciale n'a été observée dans les économies suivantes en 2010-2011 : Antigua-et-Barbuda, Bahamas, la Dominique, Grenade, Haïti, Jamaïque, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Suriname, ou Trinité-et-Tobago.

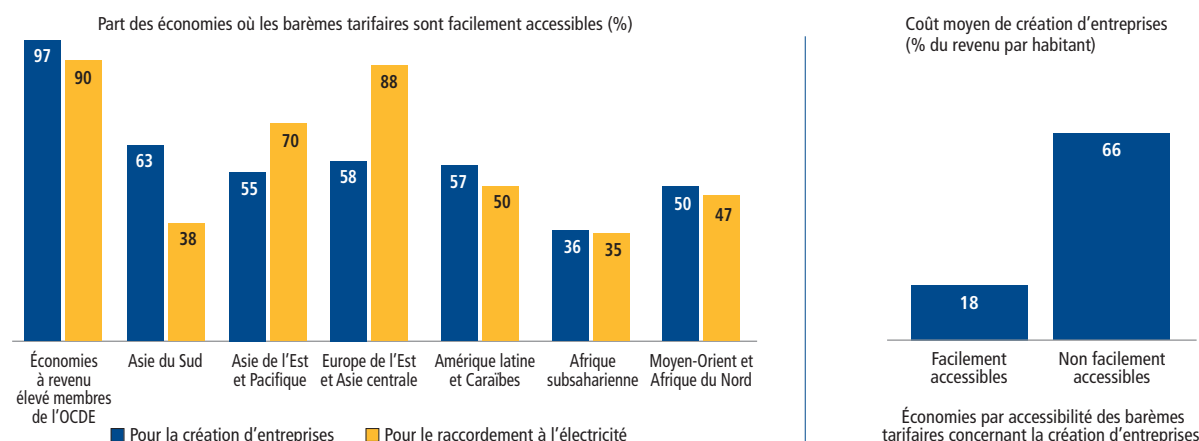
FIGURE 1.4 Les économies à revenu élevé membres de l'OCDE sont celles où les documents requis pour l'obtention des permis de construire et le commerce transfrontalier sont les plus accessibles



Remarque : Les documents sont jugés « facilement accessibles » s'ils sont disponibles sur le site web de l'autorité compétente ou d'autres services de l'administration, ou sur des avis publics, et si un rendez-vous n'est pas nécessaire pour les obtenir. Les données sur l'accès aux documents requis pour l'obtention des permis de construire sont basées sur un échantillon de 159 économies, et pour le commerce transfrontalier, sur 175 économies. Les différences observées sur le second graphique sont statistiquement significatives au niveau de 5 % si le revenu par habitant est pris en compte.

Source : Base de données *Doing Business*.

FIGURE 1.5 Un accès plus facile aux barèmes tarifaires et des tarifs moins élevés vont généralement de pair



Remarque : Les barèmes des droits sont jugés « facilement accessibles » s'ils peuvent être consultés sur le site web de l'autorité concernée ou d'autres services de l'administration, ou sur des avis publics, et si un rendez-vous n'est pas nécessaire pour les obtenir. Les données sur l'accès aux barèmes tarifaires concernant la création d'entreprises sont basées sur un échantillon de 174 économies, et concernant le raccordement au réseau électrique, sur 181 économies. Les différences observées sur le second graphique sont statistiquement significatives au niveau de 5 % si le revenu par habitant est pris en compte.

Source : Base de données *Doing Business*.

ont besoin pour nouer de nouvelles relations et élargir leur clientèle et dont les investisseurs ont également besoin pour investir. Mais, au-delà du rôle qu'ils jouent pour l'exécution efficace des contrats, *Doing Business* a constaté que dans près de 75 % des 151 économies étudiées, les tribunaux sont tenus par la loi de publier des informations sur l'engagement de procédures d'insolvabilité.

COMMENT LES 20 PREMIÈRES ÉCONOMIES GÈRENT-ELLES LA RÉGLEMENTATION DES AFFAIRES ?

Les 20 économies dotées des réglementations les plus favorables aux entreprises, sur la base du classement relatif à la facilité de faire des affaires, sont les suivantes : Singapour, RAS de Hong Kong (Chine), Nouvelle-Zélande, États-Unis, Danemark, Norvège, Royaume-Uni, République de Corée, Islande, Irlande, Finlande, Arabie saoudite, Canada, Suède, Australie, Géorgie, Thaïlande, Malaisie, Allemagne et Japon (tableau 1.1). Comme il est indiqué par ailleurs dans le présent rapport, le classement d'une économie selon la facilité de faire des affaires ne dit pas tout sur son climat des affaires. Les indicateurs utilisés ne tiennent pas compte de tous les facteurs importants pour l'activité commerciale, tels que la situation macroéconomique, la taille du marché, les qualifications de la main-d'œuvre et la sécurité. Ils intègrent néanmoins certains aspects clés du cadre réglementaire et institutionnel qui importent aux entreprises. Ces 20 économies ont des procédures efficaces, bien que simplifiées, pour des démarches administratives telles que la création d'entreprises et l'obtention de permis de construire, ainsi que de solides

dispositifs de protection juridique pour les droits de propriété. De même, elles examinent et actualisent régulièrement leur réglementation des affaires dans le cadre d'un programme global d'amélioration de la compétitivité, tout en intégrant de nouvelles technologies par le biais d'initiatives de services administratifs en ligne.

Il y a une vingtaine d'années seulement, certaines de ces 20 économies étaient confrontées à des problèmes similaires à ceux que rencontrent aujourd'hui de nombreux pays à faible revenu. Prenons le cas de la Norvège et de son registre des transactions foncières et immobilières. C'est aujourd'hui l'un des plus efficaces au monde. Pourtant, en 1995, il fallait 30 kilomètres d'étagères pour classer sur support papier des archives qui augmentaient à raison d'un kilomètre par an. Pour changer cette situation, la Norvège a d'abord fusionné le département des affaires foncières et le service du cadastre, puis elle a numérisé les certificats de titre de propriété. En 2002, elle a modifié sa loi vieille de 50 ans sur la cession immobilière pour permettre l'établissement en ligne des titres fonciers. L'enregistrement en ligne est exigé par la loi depuis 2008.

La Suède a entrepris une révision systématique de toute sa réglementation dans les années 80. Toute disposition injustifiée était abolie dans le cadre d'une initiative dite de « guillotine ». (Le Mexique a adopté une approche similaire dans les années 90.) En Corée, le Conseil présidentiel de compétitivité nationale, créé en 2008, a fait de la réforme réglementaire l'un des quatre axes pour l'amélioration de la compétitivité de l'économie, les autres étant l'innovation dans le secteur public, la promotion de l'investissement, et l'amélioration du cadre juridique et

institutionnel. En examinant la réglementation coréenne des affaires, le Conseil a découvert que 15 % des textes n'avaient pas été révisés depuis 1998, et a appliqué des clauses d'extinction à plus de 600 textes réglementaires et 3 500 règles administratives (voir l'étude de cas de la Corée).

De nos jours, certains décideurs considèrent la réforme réglementaire comme un processus continu, et créent à cet égard des comités ou des organismes dédiés tels qu'Actal aux Pays-Bas et *Better Regulation Executive* au Royaume-Uni. Non seulement ces organismes évaluent régulièrement les réglementations existantes, mais elles accordent aussi une attention grandissante à la gestion du flux de nouveaux textes réglementaires.

Selon le Gouvernement britannique, un programme mis en œuvre au Royaume-Uni entre 2005 et 2010 a permis d'alléger de 25 % le fardeau administratif pour les entreprises⁶, ce qui a représenté pour ces dernières des économies équivalant à 3,5 milliards de livres sterling. De nouvelles initiatives sont en préparation, comme le système « *one-in-one-out* », qui vise à supprimer une mesure chaque fois qu'une nouvelle est adoptée et le « *Red Tape Challenge* » dont le but est de réduire la bureaucratie (voir l'étude de cas du Royaume-Uni). L'Union européenne s'est aussi fixée comme objectif de réduire de 25 % le fardeau administratif qui pèse sur les entreprises. Le principe fondamental consiste à disposer de réglementations « intelligentes », à se débarrasser de procédures lourdes et coûteuses qui entravent la capacité du secteur privé à innover et à se développer, tout en conservant des textes qui établissent des règles de jeu équitables⁷.

TABLEAU 1.1 Classement : facilité de faire des affaires

DB2012 rang	DB2011 rang ^a	Économie	DB2012 réformes	DB2012 rang	DB2011 rang ^a	Économie	DB2012 réformes	DB2012 rang	DB2011 rang ^a	Économie	DB2012 réformes
1	1	Singapour	0	62	59	Pologne	2	123	119	Ouganda	1
2	2	RAS de Hong Kong (Chine)	2	63	60	Ghana	0	124	123	Swaziland	1
3	3	Nouvelle-Zélande	1	64	70	République tchèque	2	125	127	Bosnie-Herzégovine	2
4	4	États-Unis	0	65	64	Dominique	0	126	120	Brésil	1
5	5	Danemark	1	66	69	Azerbaïdjan	0	127	125	Tanzanie	1
6	7	Norvège	0	67	71	Koweït	0	128	130	Honduras	2
7	6	Royaume-Uni	1	68	76	Trinité-et-Tobago	0	129	126	Indonésie	1
8	15	Rép. de Corée	3	69	91	Bélarus	3	130	131	Équateur	0
9	13	Islande	2	70	67	République kirghize	0	131	128	Cisjordanie et Gaza	0
10	8	Irlande	0	71	73	Turquie	2	132	139	Inde	1
11	14	Finlande	1	72	65	Roumanie	2	133	133	Nigéria	0
12	10	Arabie Saoudite	1	73	68	Grenade	0	134	136	Rép. arabe syrienne	1
13	12	Canada	1	74	81	Îles Salomon	4	135	135	Soudan	0
14	9	Suède	0	75	66	Saint-Vincent-et-les-Grenadines	0	136	134	Philippines	1
15	11	Australie	1	76	75	Vanuatu	3	137	144	Madagascar	2
16	17	Géorgie	4	77	72	Fidji	0	138	138	Cambodge	1
17	16	Thaïlande	1	78	74	Namibie	1	139	132	Mozambique	0
18	23	Malaisie	3	79	78	Maldives	0	140	137	Ét. féd. de Micronésie	0
19	19	Allemagne	0	80	79	Croatie	1	141	150	Sierra Leone	4
20	20	Japon	0	81	99	Moldova	4	142	146	Bhoutan	2
21	31	Lettonie	4	82	77	Albanie	1	143	142	Lesotho	1
22	34	Macédoine, ERY de	4	83	86	Brunei Darussalam	1	144	140	Rép. islamique d'Iran	0
23	21	Maurice	0	84	80	Zambie	0	145	141	Malawi	2
24	18	Estonie	0	85	82	Bahamas	0	146	148	Mali	2
25	24	Taïwan, Chine	2	86	89	Mongolie	1	147	152	Tadjikistan	1
26	22	Suisse	2	87	83	Italie	1	148	143	Algérie	1
27	25	Lituanie	2	88	85	Jamaïque	0	149	145	Gambie	3
28	27	Belgique	2	89	98	Sri Lanka	2	150	151	Burkina Faso	3
29	26	France	1	90	107	Uruguay	2	151	155	Liberia	3
30	30	Portugal	2	91	87	Chine	0	152	149	Ukraine	4
31	29	Pays-Bas	0	92	88	Serbie	2	153	147	Bolivie	0
32	28	Autriche	1	93	92	Belize	1	154	157	Sénégal	4
33	35	Émirats arabes unis	2	94	115	Maroc	3	155	161	Guinée équatoriale	1
34	32	Israël	2	95	84	Saint-Kitts-et-Nevis	1	156	160	Gabon	1
35	36	Afrique du Sud	3	96	95	Jordanie	2	157	156	Comores	1
36	38	Qatar	2	97	93	Guatemala	0	158	153	Suriname	0
37	37	Slovénie	3	98	90	Viêt Nam	1	159	162	Mauritanie	1
38	33	Bahreïn	0	99	94	Rép. du Yémen	1	160	154	Afghanistan	1
39	41	Chili	3	100	101	Grèce	2	161	165	Cameroun	2
40	49	Chypre	1	101	97	Papouasie-Nouvelle-Guinée	0	162	158	Togo	2
41	39	Pérou	3	102	100	Paraguay	2	163	174	São Tomé-et-Principe	4
42	47	Colombie	3	103	109	Seychelles	2	164	159	Iraq	0
43	42	Porto Rico (États-Unis)	2	104	103	Liban	1	165	163	RDP lao	0
44	45	Espagne	1	105	96	Pakistan	0	166	164	Ouzbékistan	1
45	50	Rwanda	3	106	102	Îles Marshall	0	167	170	Côte d'Ivoire	3
46	40	Tunisie	0	107	110	Népal	1	168	169	Timor-Leste	2
47	58	Kazakhstan	1	108	105	République dominicaine	1	169	177	Burundi	4
48	43	République slovaque	1	109	106	Kenya	1	170	167	Djibouti	1
49	53	Oman	3	110	108	Rép. arabe d'Égypte	0	171	168	Zimbabwe	0
50	44	Luxembourg	0	111	104	Éthiopie	0	172	171	Angola	2
51	46	Hongrie	0	112	112	El Salvador	1	173	172	Niger	1
52	48	Sainte-Lucie	0	113	114	Argentine	0	174	166	Haïti	0
53	54	Mexique	3	114	113	Guyana	1	175	173	Bénin	2
54	52	Botswana	0	115	111	Kiribati	0	176	181	Guinée-Bissau	2
55	61	Arménie	5	116	116	Palaos	0	177	175	RB du Venezuela	0
56	56	Monténégro	3	117	117	Kosovo	0	178	176	Rép. dém. du Congo	3
57	51	Antigua-et-Barbuda	0	118	122	Nicaragua	3	179	179	Guinée	1
58	62	Tonga	3	119	129	Cap-Vert	3	180	178	Érythrée	0
59	57	Bulgarie	2	120	124	Fédération de Russie	4	181	180	Rép. du Congo	1
60	55	Samoa	0	121	121	Costa Rica	2	182	183	République centrafricaine	3
61	63	Panama	1	122	118	Bangladesh	0	183	182	Tchad	2

Remarque : Les classements de toutes les économies sont établis par rapport à la référence de juin 2011 et présentés dans les tableaux par économie. Les classements de cette année sur la facilité de faire des affaires sont obtenus à partir de la moyenne des classements de l'économie concernée au regard des dix domaines pris en compte dans le classement général de cette année. Les classements de l'année dernière qui apparaissent en italiques ont été révisés : ils sont basés sur les mêmes dix domaines et reflètent les corrections apportées aux données.

^aLes réformes qui compliquent l'exercice des affaires n'ont pas été prises en compte.

Source : Base de données Doing Business.

D'autres initiatives partagent l'objectif de rendre la réglementation des affaires efficace au moindre coût possible pour les entreprises. Le Gouvernement suédois a récemment demandé à l'agence nationale d'analyse des politiques de croissance de réaliser des études relatives à l'impact des règles sur le secteur des entreprises⁸. Et le Canada et les États-Unis ont introduit des études d'impact pour prévenir l'adoption de réglementations jugées trop coûteuses pour la société.

À tous les niveaux, une attention particulière est accordée à la mise en place d'un processus transparent d'élaboration des politiques. Les gouvernements simplifient le cadre des affaires et les démarches administratives, en s'appuyant souvent sur des initiatives de e-gouvernement. Au Royaume-Uni, il est ainsi possible de commenter les projets de textes réglementaires sur le site web du *Better Regulation Executive*⁹, alors que le Canada et les États-Unis publient des lignes directrices sur le processus d'évaluation utilisées pour l'analyse des coûts et avantages des nouvelles réglementations.

RÉSULTATS DIVERGENTS SELON LE THÈME DE RÉGLEMENTATION DES AFFAIRES

D'une manière générale, les économies qui déploient des efforts continus, souvent sur plusieurs décennies, soutiennent avantageusement la comparaison avec d'autres pays sur les dix thèmes de réglementation de l'activité commerciale pris en compte dans le classement relatif à la facilité de faire des affaires de cette année — et cela au fil du temps, reflétant ainsi une démarche plus cohérente et globale. En revanche, dans beaucoup d'autres économies, le caractère propice aux affaires des réglementations et institutions varie grandement selon les thèmes de réglementation¹⁰.

Il est possible de le constater en comparant les trois meilleurs domaines d'une économie dans le classement *Doing Business* aux trois domaines les moins bons de cette économie (figure 1.6). À titre d'exemple, la moyenne des trois domaines dans lesquels la Malaisie se classe le mieux (obtention de prêts, protection des investisseurs et commerce transfrontalier) est de 11, alors que la moyenne des trois domaines dans lesquels elle est le moins bien classée (obtention des permis de construire, raccordement à l'électricité et transfert de propriété) est de 77.

Pour certaines économies, cette variation est due en partie au rythme rapide des réformes dans certains domaines de la réglementation des affaires. Prenons la création d'entreprises par exemple : plus de 80 % des 183 économies couvertes par *Doing Business* en ont facilité les procédures depuis 2003. Il en est ainsi de la République arabe d'Égypte, où la mise en place

d'un guichet unique efficace a raisonnablement simplifié les formalités de création d'entreprises. Mais il faut environ 7 mois pour obtenir un permis de construire, et en moyenne près de 3 ans pour exécuter des contrats par le biais de tribunaux. La moyenne des trois domaines dans lesquels l'Égypte est la mieux classée (création d'entreprises, obtention de prêts et commerce transfrontalier) est de 54, contre 149 pour la moyenne de ses trois classements les moins bons (obtention des permis de construire, paiement des taxes et impôts et exécution des contrats).

Bien entendu, les réformes visant à faciliter la création d'entreprises ont très tôt été considérées comme prioritaires — surtout dans des marchés communs tels que l'Union européenne, où il est possible de créer et exploiter une entreprise dans n'importe quel pays membre. Au fil du temps, certaines économies à faible revenu et à revenu intermédiaire, tranche inférieure, ont engagé de plus en plus de réformes de ce type, en exploitant, pour beaucoup, les plateformes d'échange de connaissances entre décideurs qui se multiplient dans le monde. Chaque année, des responsables de registres du commerce de 31 économies¹¹ se réunissent pour étudier les problèmes identifiés et chercher des solutions. Des représentants du Canada — qui vient au troisième rang du classement relatif à la facilité de faire des affaires — offrent désormais des services-conseils à des économies aussi diverses que l'Indonésie et le Pérou. En 2010-2011, 53 économies ont facilité les formalités de création d'entreprises (figure 1.7) et, depuis 2005, le nombre d'économies dans lesquelles il faut moins de 20 jours pour créer une entreprise a augmenté, passant de 41 à 98.

L'amélioration du cadre réglementaire est une entreprise souvent longue et difficile, surtout si elle nécessite de profondes réformes institutionnelles ou juridiques. Il faut parfois recourir à de difficiles arbitrages politiques, et des pressions externes sont souvent nécessaires pour faire passer des textes de loi. Il n'est donc pas surprenant que les périodes de crise soient souvent propices aux réformes. Dans un contexte marqué par la crise économique et financière mondiale, le nombre de réformes des régimes d'insolvabilité a augmenté au cours des trois dernières années, particulièrement en Europe et dans d'autres économies à revenu élevé membres de l'OCDE ailleurs dans le monde¹². En 2010-2011, 29 économies ont réformé leurs régimes d'insolvabilité, un record. La plupart de ces réformes visaient à améliorer les procédures de redressement d'entreprises pour permettre à celles qui sont viables de continuer à fonctionner.

Les différences observées par thème de réglementation des affaires offrent aux

décideurs intéressés l'occasion d'engager des réformes. On constate sans surprise un lien entre les différents domaines de réglementation de l'activité commerciale. Des recherches suggèrent que la réforme du cadre des affaires a plus d'impact si elle est associée à une réglementation efficace dans d'autres secteurs. À titre d'exemple, quand l'Inde a démantelé un régime strict d'agrément d'entreprises et de délivrance de licences de production, ce sont les États qui appliquaient la réglementation du travail la plus souple qui en ont tiré le plus grand profit : leurs gains de production réels étaient de 17,8 % plus élevés que dans d'autres États¹³. Au Mexique, des chercheurs ont constaté qu'une révision des procédures de délivrance des licences par les municipalités de plusieurs États avait permis d'accroître de 5 % les inscriptions au registre du commerce, et l'emploi de 2,2 %¹⁴. L'impact était plus important dans des États moins minés par la corruption et la mauvaise gouvernance¹⁵.

En plus de ces études de cas par pays, des analyses comparatives de plusieurs économies ont montré qu'en diminuant les délais de création d'entreprise de dix jours, le taux d'investissement et le taux de croissance du PIB d'économies relativement pauvres appliquant des règles de bonne gouvernance augmentaient respectivement de 0,3 point de pourcentage et de 0,36 %¹⁶. Une autre étude fait état de synergies entre des réformes institutionnelles qui réduisent les coûts de production de biens de grande qualité d'une part, et des réformes commerciales d'autre part. Dans de nombreux pays en développement, la production de qualité est une condition préalable que doivent remplir les entreprises avant de pouvoir s'engager dans l'exportation. Des lacunes institutionnelles qui contribuent à augmenter les coûts d'une production de qualité limitent par conséquent l'impact positif que la facilitation des échanges peut avoir sur le revenu¹⁷.

COMBLER L'ÉCART — UNE ÉVOLUTION GÉNÉRALE VERS DES RÉGLEMENTATIONS FAVORABLES AUX ENTREPRISES

Certes, les décideurs gardent souvent un œil sur les classements relatifs qui comparent des économies à un moment donné, mais ils reconnaissent de plus en plus l'importance des améliorations réalisées à l'intérieur des pays au fil du temps. À cet égard, les résultats enregistrés depuis quelque temps sont encourageants. Au cours des six dernières années, les pouvoirs publics de 163 économies ont rendu la réglementation nationale plus propice aux affaires (figure 1.8). Ils ont réduit les obstacles à la création, à l'exploitation et à la fermeture des entreprises, et ont renforcé la protection

FIGURE 1.6 Le cadre réglementaire d'une économie peut être favorable aux affaires dans certains domaines et pas dans d'autres
Variation des classements au sein d'une économie par domaine de réglementation évalué par *Doing Business*

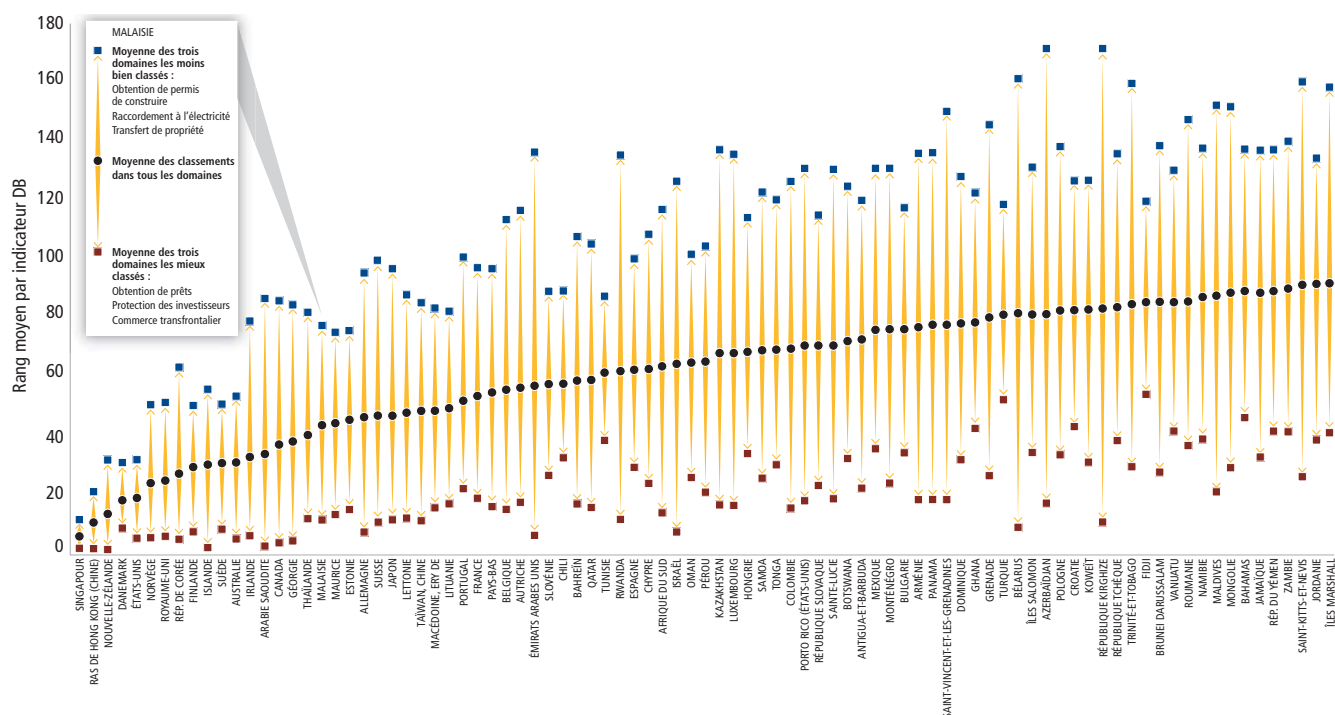
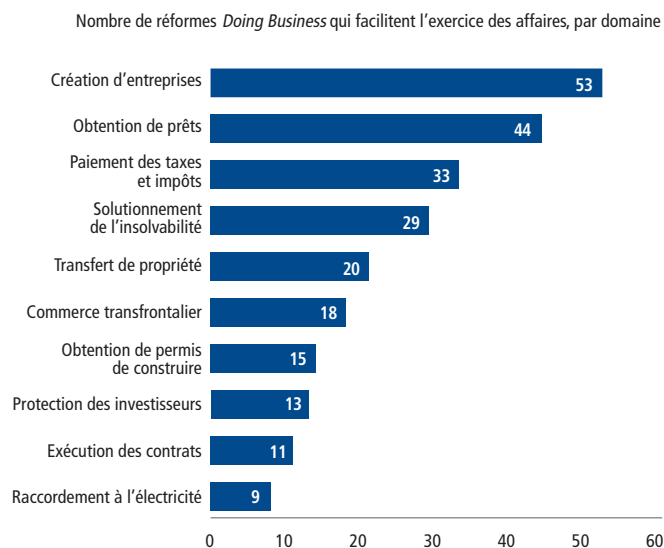
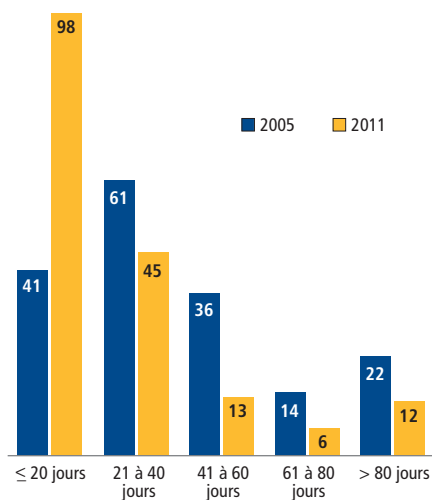


FIGURE 1.7 Les réformes visant à faciliter la création d'entreprises ont été les plus fréquentes en 2010-2011 — et produisent des résultats avec le temps

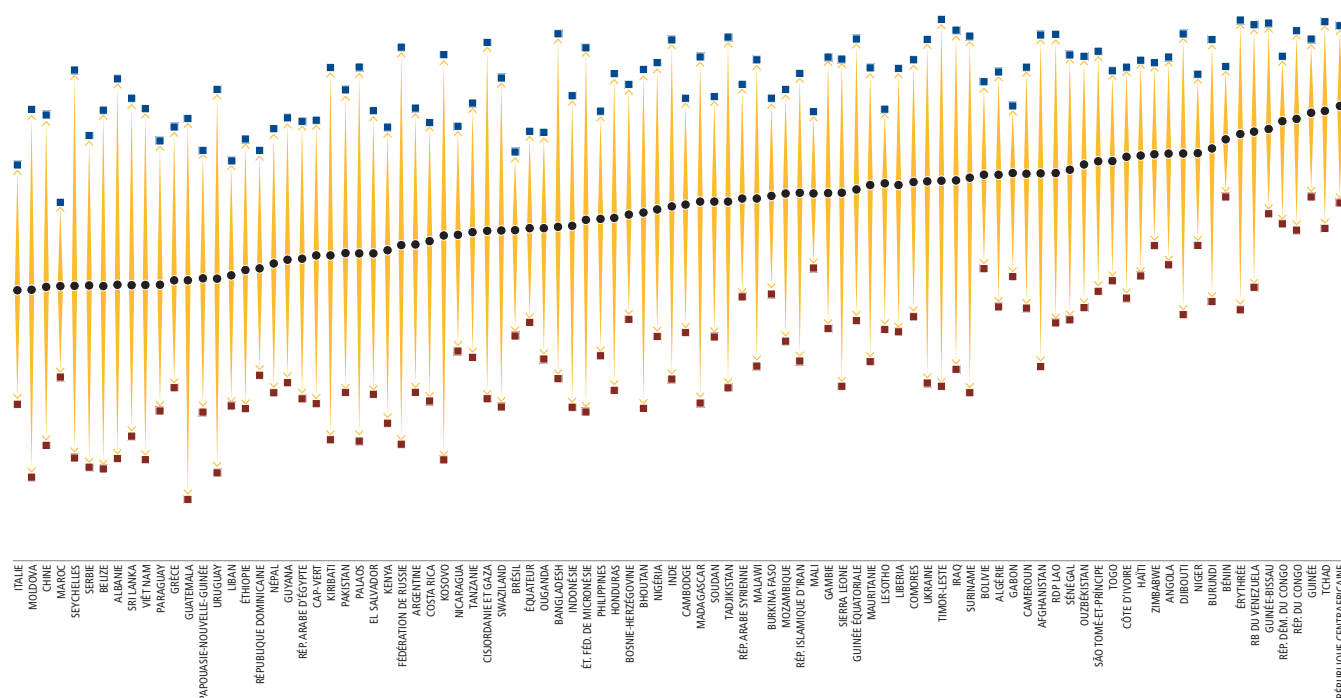


Délai de création d'une entreprise (par nombre d'économies)



Remarque : Les données du second graphique représentent les résultats des 174 économies prises en compte dans *Doing Business* 2006 (2005). D'autres économies ont été intégrées au projet au cours des années ultérieures.

Source : Base de données *Doing Business*.



Remarque : Cette figure montre le degré de variation de la mesure dans laquelle le cadre réglementaire d'une économie est propice aux affaires, par rapport à d'autres économies et pour différents thèmes de réglementation. Les barres verticales indiquent la distance entre la moyenne des trois classements les plus élevés et la moyenne des trois classements les plus bas pour chacune des 183 économies étudiées et pour les dix domaines pris en compte pour établir le classement général de cette année.

Source : Base de données *Doing Business*.

des droits de propriété et des investisseurs. Seules quelques économies sont allées à contre-courant, la République bolivarienne du Venezuela et le Zimbabwe étant en tête de liste pour avoir rendu leur réglementation moins propice aux affaires.

Certaines économies ont considérablement réduit l'écart qui les séparait des économies ayant les systèmes réglementaires les plus performantes telles que Singapour, la Nouvelle-Zélande et les pays d'Europe du Nord (figure 1.9). Bon nombre d'entre elles sont des économies en développement qui, au départ, avaient des procédures bureaucratiques relativement lourdes et de faibles mesures de protection des droits de propriété, selon les évaluations de *Doing Business*. Elles se sont ainsi rapprochées de la frontière — une mesure synthétique basée sur la pratique la plus efficace ou la meilleure note enregistrée pour chaque indicateur. Pour la création d'entreprise par exemple, la barre est fixée par la Nouvelle-Zélande pour les délais (1 jour), le Canada et la Nouvelle-Zélande pour le nombre de formalités (1), le Danemark et la Slovaquie pour le coût (0). La Géorgie, la Norvège, le Portugal, la Suède et les Émirats arabes unis fixent la barre pour le nombre de formalités de transfert de propriété (1), la France pour les documents requis à l'exportation (2)

et Singapour pour les délais d'exécution des contrats (150 jours). La frontière est donc une valeur représentative de la pratique optimale à l'échelle mondiale pour tous les indicateurs.

Les économies qui se rapprochent le plus de la frontière sont parvenues à ce résultat en appliquant de vastes programmes de réforme sur plusieurs thèmes de réglementation, et sur fond d'une stratégie de promotion de la compétitivité à long terme (figure 1.10). La Chine, par exemple, a mis en œuvre des réformes sur neuf thèmes de réglementation des affaires depuis 2005, en adoptant notamment une nouvelle loi sur les sociétés en 2005, un nouveau registre d'information sur le crédit en 2006 et, en 2007, la première loi depuis 1949 sur les faillites portant réglementation des faillites d'entreprises privées (figure 1.11).

De plus en plus d'économies adoptent cette approche élargie. En 2010-2011, 35 économies ont mis en œuvre des réformes facilitant la pratique des affaires sur au moins trois domaines étudiés par *Doing Business* — dont 12 sur quatre domaines au moins. Quatre ans plus tôt, seules 10 économies avaient engagé des réformes touchant trois domaines au moins.

Au chapitre des nouveautés, il est également possible de citer l'approche globale et le

niveau élevé de coordination et d'engagement démontré par certaines économies en développement et émergentes dans le processus de réforme réglementaire. Plus d'une vingtaine d'économies ont institué des comités de réforme réglementaire, souvent rendant directement compte au Président ou au Premier Ministre, comme en Colombie, en Malaisie et au Rwanda¹⁸ ; et ces économies n'hésitent pas à instituer des réformes juridiques radicales. Les économies qui font les plus gros progrès vers un cadre réglementaire plus favorable aux entreprises réorganisent leurs procédures réglementaires et administratives dans de nombreux domaines pour promouvoir l'activité du secteur privé (encadré 1.3).

Il est encourageant de constater qu'un nombre croissant d'économies en développement s'attachent à réformer le cadre de leur réglementation des affaires. Cette tendance généralisée est une bonne nouvelle aussi bien pour les entrepreneurs que pour les administrations.

Les deux-tiers des 12 économies qui ont le plus facilité la pratique des affaires en 2010-2011 sont des économies à faible revenu ou à revenu intermédiaire, tranche inférieure. Toutes ont mis en œuvre des réformes réglementaires facilitant la pratique des affaires sur au moins trois des

FIGURE 1.8 Au cours des six dernières années, 163 économies se sont rapprochées de la frontière en matière de pratiques réglementaires

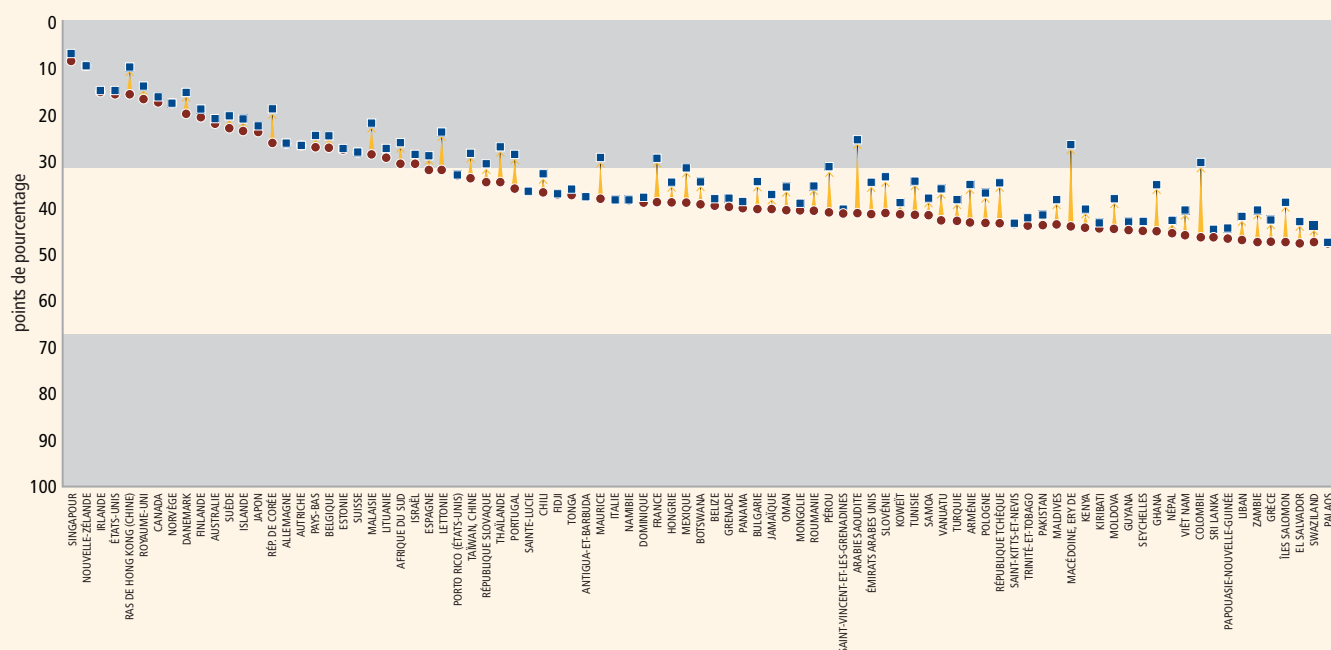
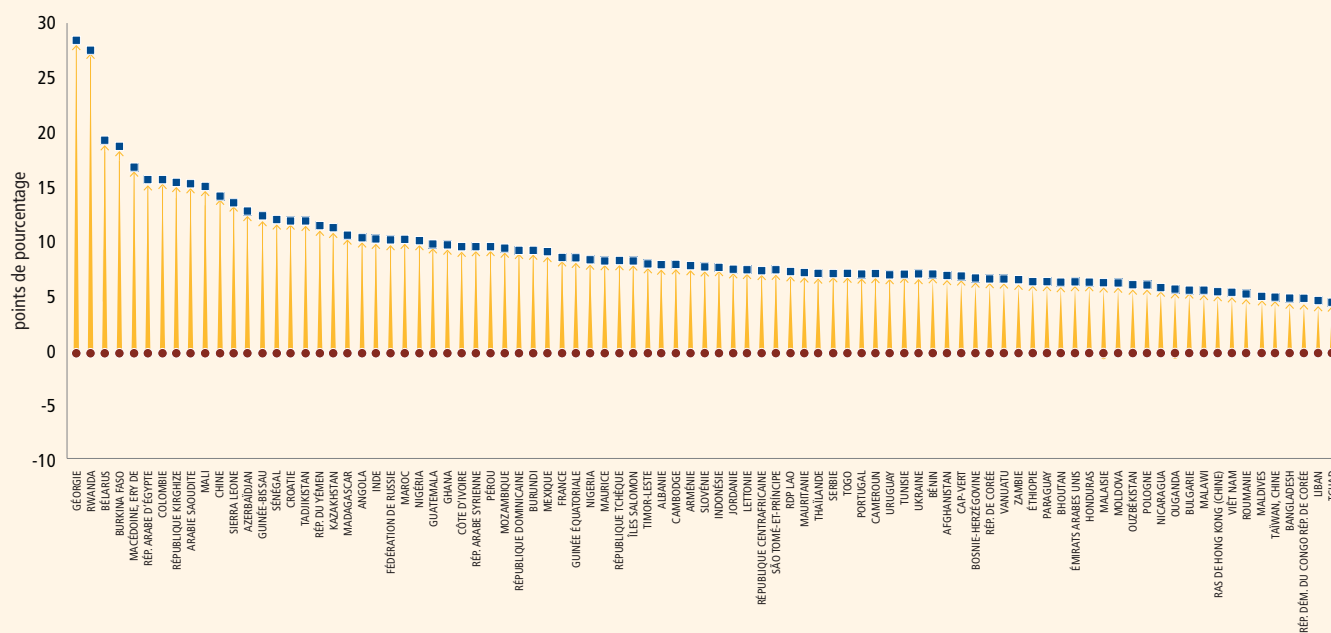
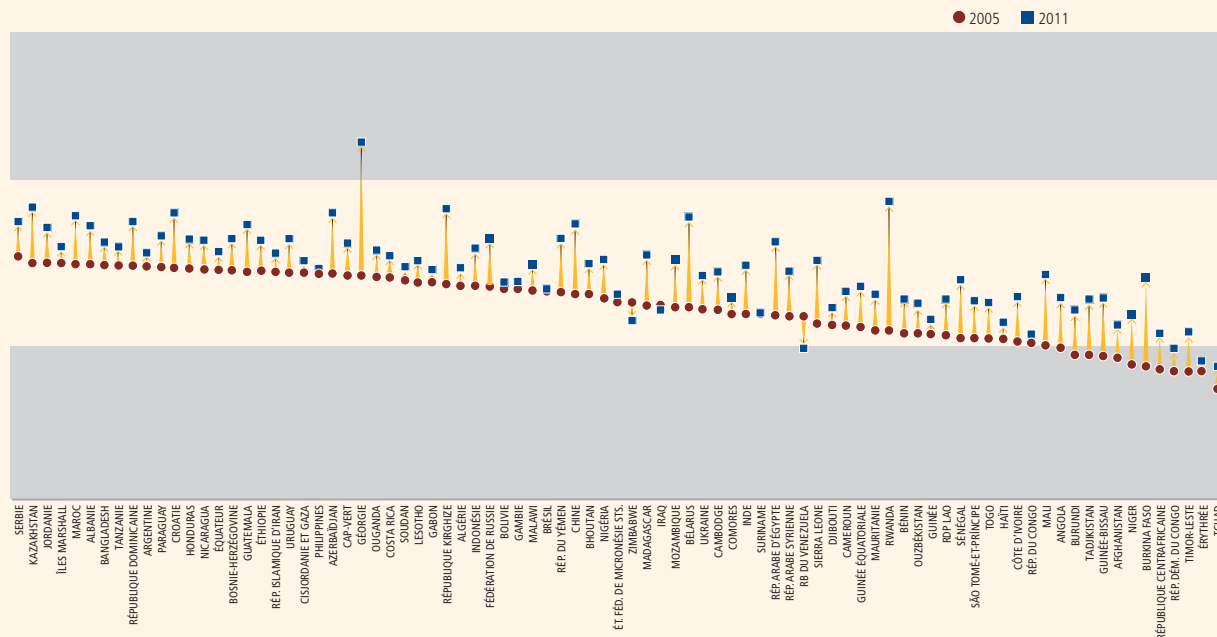


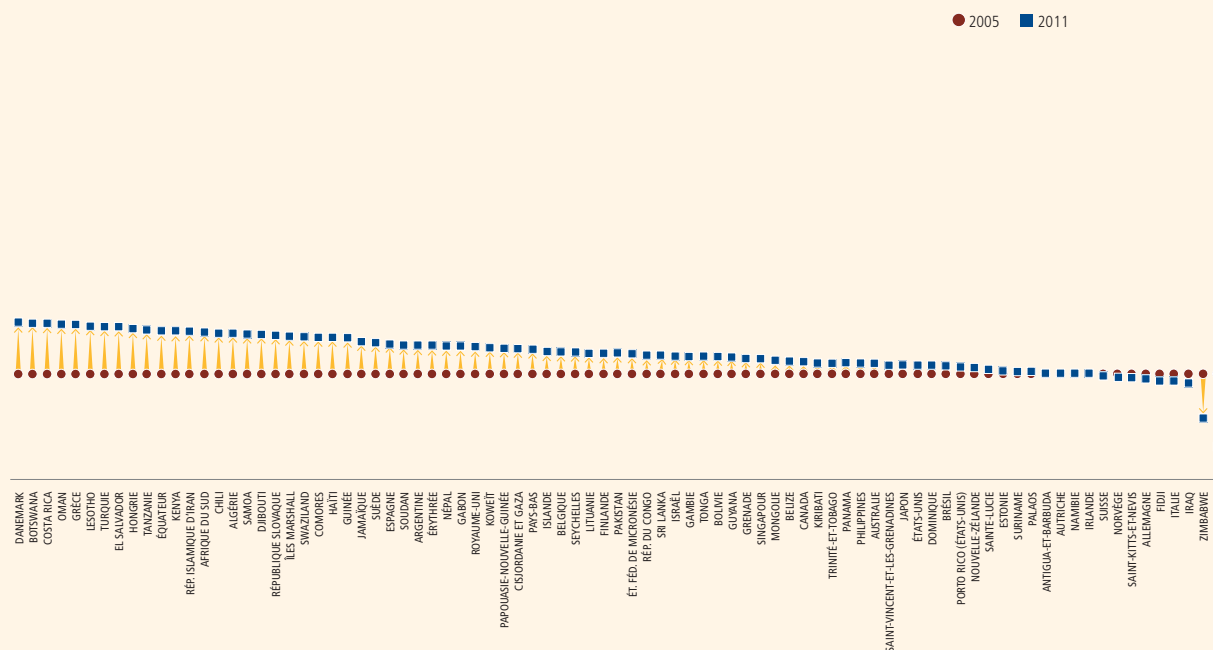
FIGURE 1.9 Qui s'est le plus rapproché de la frontière ?
Réduction de la distance par rapport à la frontière de 2005 à 2011





Remarque : La mesure de la « distance par rapport à la frontière » représente l'écart qui sépare une économie de la frontière et montre les progrès accomplis par cette économie pour combler cet écart au fil du temps. La frontière est une note qui reflète la pratique la plus efficace adoptée par une économie, ou la meilleure note obtenue par celle-ci, pour chacun des neuf indicateurs mesurés par *Doing Business* (hormis l'embauche des travailleurs et au raccordement à l'électricité) depuis 2005. L'axe vertical représente la distance par rapport à la frontière, et 0 le cadre de réglementation le plus efficace (pratique cible). Les données se rapportent aux 174 économies incluses dans *Doing Business 2006* (2005). D'autres économies ont été ajoutées au cours des années ultérieures.

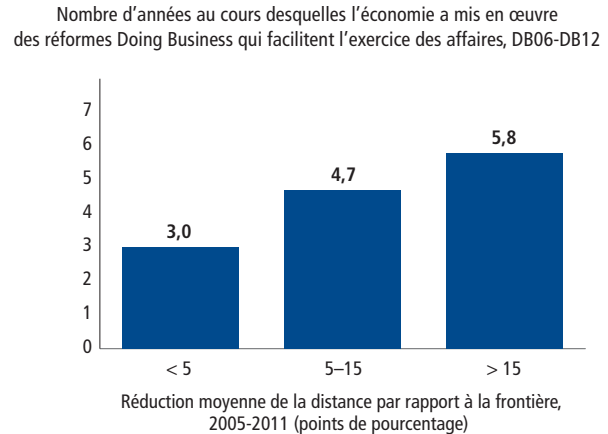
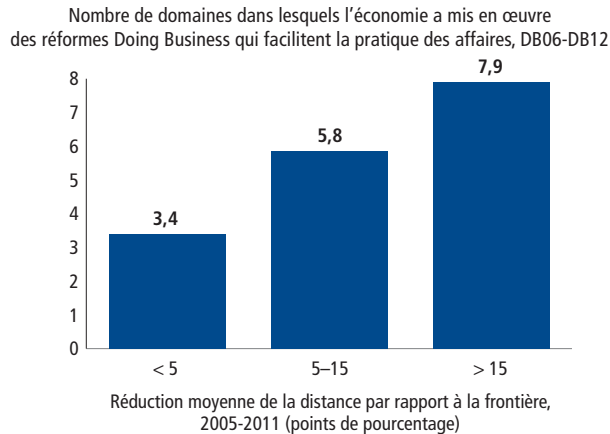
Source : Base de données *Doing Business*.



Remarque : La figure montre, pour chaque économie, la différence absolue entre l'écart qui la sépare de la frontière en 2005 et en 2011.

Source : Base de données *Doing Business*.

FIGURE 1.10 Les économies ayant engagé les réformes réglementaires les plus vastes et soutenables se sont davantage rapprochées de la frontière



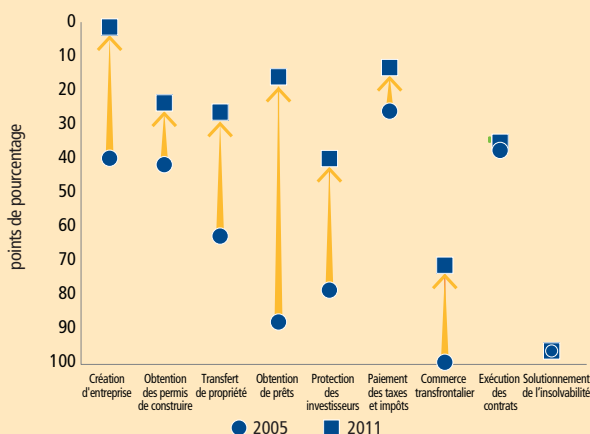
Remarque : Les données se rapportent aux 174 économies évaluées dans Doing Business 2006 (2005). D'autres économies ont été incluses dans le projet au cours des années ultérieures.
Source : Base de données Doing Business.

ENCADRÉ 1.3 Approche élargie en matière de réforme de la réglementation au fil du temps au Rwanda et en Géorgie

Au Rwanda, l'approche élargie et soutenue en matière de réforme réglementaire se reflète dans les progrès accomplis pour se rapprocher de la frontière dans nombre de domaines (voir la figure sur le Rwanda). Cette économie a engagé d'ambitieuses réformes foncières et judiciaires, souvent préparées pendant des années. Depuis 2001, elle a adopté de nouvelles lois sur les entreprises, sur la faillite, sur la procédure civile et sur les transactions garanties. Elle a réorganisé les institutions et rationalisé les procédures liées à la création d'entreprises, au transfert de propriété, au commerce transfrontalier ainsi qu'à l'exécution des contrats par voie judiciaire.

Approche élargie pour l'amélioration du cadre réglementaire des affaires au Rwanda

Distance par rapport à la frontière, 2005 et 2011



Source : Base de données Doing Business.

La Géorgie a aussi engagé un vaste programme de réforme de son cadre des affaires (voir la figure sur la Géorgie). Depuis 2005, cette économie s'est dotée d'une nouvelle loi sur les sociétés et d'un nouveau code douanier. Un nouveau système d'enregistrement foncier a remplacé l'ancien qui prêtait à confusion et nécessitait d'obtenir les mêmes approbations auprès de plusieurs services. Ensuite, le premier registre public sur le crédit du pays et des réformes judiciaires à grande échelle ont vu le jour.

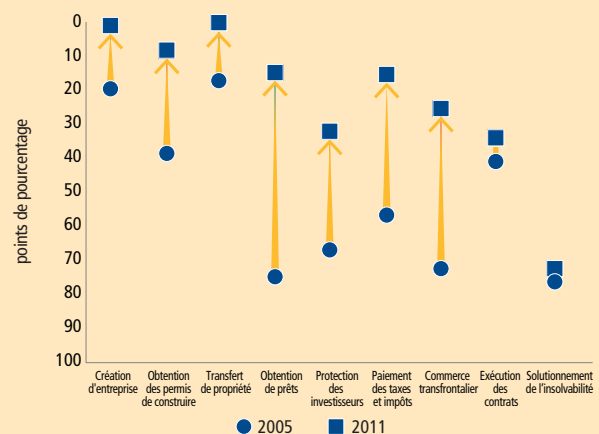
En 2008, dans le cadre des enquêtes menées auprès d'entreprises géorgiennes celles-ci ont reconnu le faible niveau des procédures administratives et la souplesse de l'environnement réglementaire. De hauts responsables d'entreprises ont affirmé passer moins de 2 % de leur temps à remplir les formalités administratives — contre près de 10 % en 2002 — le pourcentage le plus bas de la région Europe de l'Est et Asie centrale. Seules 4 % des entreprises s'attendaient à verser des paiements informels à des agents de l'État pour obtenir des services, contre une moyenne régionale de 17 %.

Des entreprises géorgiennes participant à des enquêtes réalisées en 2005 et 2008 ont indiqué avoir accru leurs effectifs de 23 employés permanents en moyenne (passant d'une moyenne de 61 à 84 employés) pendant la période considérée¹. Elles ont aussi fait état d'une diminution considérable du nombre moyen annuel de visites ou de rencontres obligatoires avec les fonctionnaires de l'administration fiscale, de 8 en 2005 à 0,4 seulement en 2008. Ce résultat est peut-être lié à l'entrée en vigueur, au début de 2005, d'un nouveau code des impôts qui en a réduit les différentes catégories de 21 à 9.

Pourtant, il reste beaucoup à faire pour améliorer le cadre général des affaires. Les enquêtes réalisées auprès des entrepreneurs géorgiens montrent que la sécurité et les infrastructures restent leur première préoccupation.

Comment la Géorgie couvre-t-elle la distance qui la sépare de la frontière ?

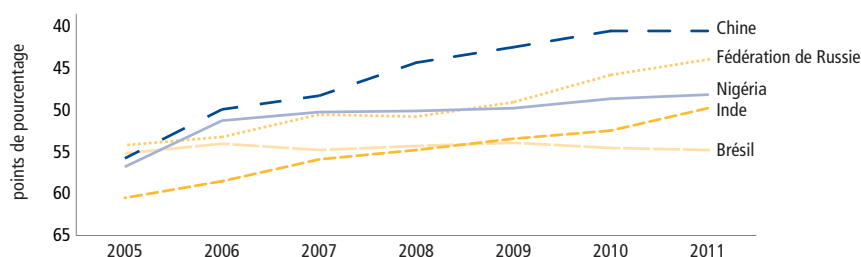
Distance par rapport à la frontière, 2005 et 2011



Source : Base de données Doing Business.

1. Banque mondiale 2009c.

FIGURE 1.11 La Chine réduit régulièrement la distance par rapport à la frontière
Distance par rapport à la frontière 2005–2011



Source : Base de données *Doing Business*.

10 thèmes pris en compte dans le classement général de cette année (tableau 1.2).

QUE GAGNE-T-ON À DÉMARRER TARD ?

Aujourd'hui, de nombreuses économies ont l'avantage de pouvoir profiter de l'expérience des autres, et beaucoup adoptent des pratiques déjà éprouvées par d'autres économies (tableau 1.3). Pour permettre d'identifier ces pratiques, *Doing Business* publie cette année en version électronique des chapitres thématiques qui donnent un aperçu de ce qui a fonctionné et pourquoi, et ce dans 11 domaines de réglementation des affaires allant de la création à la fermeture des entreprises. Ces chapitres permettent aussi de comprendre l'importance de chaque thème, et identifient les tendances à l'échelle mondiale¹⁹.

QUELLES SONT LES PERSPECTIVES ?

Doing Business mesure et suit la réglementation des affaires dans le monde depuis 9 ans. Tout au long de cette période, la plupart des économies ont rendu leur cadre réglementaire plus attrayant pour les entreprises locales. Le secteur privé crée des emplois, et les décideurs jouent un rôle clé dans la mise en place d'un cadre réglementaire favorable à la création et au développement des entreprises, ainsi qu'à l'investissement.

Une saine concurrence s'instaure à mesure que les économies adoptent des normes réglementaires éprouvées par d'autres. Des économies telles que la Colombie, la Géorgie, l'ex-République yougoslave de Macédoine et le Rwanda ont énormément tiré avantage de l'expérience des autres économies. Dans de

plus grandes économies, les bonnes pratiques sont souvent échangées, à l'échelle nationale (voir l'étude de cas du Mexique).

Les ressources abondent pour ceux désireux de profiter d'autres expériences. Les chapitres thématiques de cette année constituent une nouvelle base de données en ligne sur les pratiques et expériences en matière de réforme de la réglementation des affaires dans le monde. Une série d'études de cas montrera comment les économies ont intégré les réformes réglementaires dans des stratégies plus vastes de promotion de la compétitivité, ou abordé la réforme réglementaire d'une manière globale. Le rapport de cette année présente les cas de la Corée, de l'ERY de Macédoine, du Mexique et du Royaume-Uni.

Ces ressources supplémentaires, qui comprennent un volume croissant de données chronologiques sur la réglementation des affaires, permettent de mener plus de recherches empiriques pour mieux comprendre la corrélation entre différents thèmes de réglementation, et l'effet de la réforme réglementaire sur le comportement de l'économie, et notamment sur le secteur informel, la corruption, l'emploi et la croissance économique. Les données de fait sont encourageantes. Elles suggèrent que pour peu que l'on identifie les principaux obstacles, des changements ciblés peuvent avoir un impact considérable sur la création d'entreprises, la productivité et l'emploi. Beaucoup de réglementations étant interdépendantes, la mise en œuvre de la réforme réglementaire dans plusieurs domaines a des effets synergiques²⁰.

TABEAU 1.2 Plus grands réformateurs dans au moins trois domaines évalués par *Doing Business* en 2010–2011

	Classement sur la facilité de faire des affaires			Réformes facilitant la pratique des affaires									
	Classement DB2012	Classement DB2011	Amélioration du climat des affaires	Création d'entreprise	Obtention des permis de construire	Raccordement à l'électricité	Transfert de propriété	Obtention de prêts	Protection des investisseurs	Paiement des taxes et impôts	Commerce transfrontalier	Exécution des contrats	Solutionnement de l'insolvabilité
1 Maroc	94	115	-21		✓				✓	✓			
2 Moldova	81	99	-18	✓				✓				✓	✓
3 ERY de Macédoine	22	34	-12		✓		✓	✓					✓
4 São Tomé-et-Principe	163	174	-11	✓	✓		✓				✓		
5 Lettonie	21	31	-10	✓		✓	✓						✓
Cap-Vert	119	129	-10				✓	✓					✓
6 Sierra Leone	141	150	-9					✓			✓	✓	✓
7 Burundi	169	177	-8		✓				✓	✓			✓
8 Îles Salomon	74	81	-7	✓			✓		✓				✓
Rép. de Corée	8	15	-7	✓						✓		✓	
9 Arménie	55	61	-6	✓	✓			✓		✓			✓
10 Colombie	42	47	-5	✓						✓			✓

Remarque : Les économies sont classées en fonction du nombre de réformes nettes engagées et de places gagnées au classement *Doing Business*. Premièrement, *Doing Business* sélectionne les économies qui ont mis en œuvre des réformes pour faciliter l'activité économique dans au moins trois des dix domaines pris en compte par le classement général de cette année (voir encadré 1.2). Les réformes réglementaires qui rendent la pratique des affaires plus difficile sont déduites du nombre de celles qui facilitent la pratique des affaires. Deuxièmement, *Doing Business* classe ces économies en fonction de l'amélioration de leur classement, par rapport à l'année précédente, en s'appuyant sur des classements comparables. Plus grande est cette amélioration, meilleur est le rang qu'occupe le pays au classement des réformateurs.

Source : Base de données *Doing Business*.

TABLEAU 1.3 Bonnes pratiques dans le monde, par domaine pris en compte dans *Doing Business*

Domaine	Pratique	Économies ^a	Exemples
Faciliter la création d'entreprises	Mettre les procédures en ligne	110	ERY de Macédoine, Koweït, Nouvelle-Zélande, Pérou, Porto Rico (États-Unis), RAS de Hong Kong (Chine), Singapour
	Disposer d'un guichet unique	83	Bahreïn, Burkina Faso, Géorgie, République de Corée, Uruguay, Vietnam
	Ne pas exiger de capital minimum	82	Kenya, Madagascar, Portugal, Rwanda, Émirats arabes unis, Royaume-Uni
Faciliter l'obtention des permis de construire	Avoir un ensemble organisé de règles régissant le secteur du bâtiment	116	Croatie, Kenya, Nouvelle-Zélande, République du Yémen
	Délivrer des permis de construire en fonction des risques	86	Arménie, Allemagne, Maurice, Singapour
	Disposer d'un guichet unique	26	Bahreïn, Chili, RAS de Hong Kong (Chine), Rwanda
Faciliter le transfert de propriété	Utiliser une base de données électronique pour les hypothèques	108	Jamaïque, Royaume-Uni, Suède
	Fixer des délais réglementaires pour l'enregistrement	54	Botswana, Guatemala, Indonésie
	Offrir des informations cadastrales en ligne	50	Danemark, Lituanie, Malaisie
	Offrir des procédures accélérées	16	Azerbaïdjan, Bulgarie, Géorgie
	Fixer des frais de transfert forfaitaires	15	Fédération de Russie, Nouvelle-Zélande, Rwanda
Faciliter l'obtention de prêts	Permettre la réalisation extrajudiciaire	123	Australie, États-Unis, Inde, Népal, Pérou, Fédération de Russie, Serbie, Sri Lanka,
	Diffuser des données sur les prêts inférieurs à 1% du revenu par habitant	119	Allemagne, Brésil, Bulgarie, Cisjordanie et Gaza, Kenya, Malaisie, Sri Lanka,
	Diffuser l'information négative et positive au sujet du crédit	100	Afrique du Sud, Chine, Croatie, Inde, Italie, Jordanie, Panama
	Permettre une description générale des biens nantis	91	Cambodge, Canada, Chili, Nigéria, Roumanie, Singapour, Vanuatu, Viêt Nam
	Maintenir un registre unifié	68	Bosnie-Herzégovine, Guatemala, Honduras, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Monténégro, Nouvelle-Zélande, Roumanie, Îles Salomon
	Diffuser l'information sur le crédit communiquée par les détaillants, les fournisseurs ou les services publics, ainsi que par les institutions financières	54	Arabie saoudite, Espagne, Fidji, Lituanie, Nicaragua, Rwanda,
Protéger les investisseurs	Permettre l'annulation de transactions préjudiciables entre parties apparentées	70	Brésil, États-Unis, Maurice, Rwanda,
	Réglementer l'autorisation des transactions entre parties apparentées	60	France, Indonésie, Islande, Liban, Royaume-Uni
	Exiger une divulgation détaillée de l'information	52	RAS de Hong Kong (Chine), Israël, Nouvelle-Zélande, Singapour
	Permettre l'accès à tous les documents d'entreprise au cours du procès	45	Chili, Irlande, Maroc, Pérou, Pologne
	Définir clairement les responsabilités des administrateurs dans les transactions entre parties apparentées	45	Colombie, Malaisie, Mexique, États-Unis, Viêt Nam
	Exiger un examen externe des transactions entre parties apparentées	41	Australie, Burundi, Norvège, République arabe d'Égypte
	Permettre l'accès à tous les documents d'entreprise avant le procès	31	Afrique du Sud, Grèce, Japon, Suède
Faciliter le paiement des taxes et impôts	Permettre l'auto-évaluation	145	Argentine, Canada, Chine, République arabe d'Égypte, Rwanda, Sri Lanka, Turquie
	Permettre la déclaration et le paiement en ligne	66	Australie, Colombie, Inde, Lituanie, Maurice, Singapour, Tunisie
	Avoir un impôt par assiette fiscale	49	ERY de Macédoine, Maroc, Namibie, Paraguay, RAS de Hong Kong (Chine), Royaume-Uni
Faciliter le commerce transfrontalier ^c	Utiliser des systèmes électroniques d'échanges de données	130 ^d	Belize, Chili, Estonie, Pakistan, Turquie
	Mener des inspections en fonction des risques	97	Maroc, Nigéria, Palaos, Suriname, Viêt Nam
	Mettre en place un guichet unique	49 ^e	Colombie, Ghana, République de Corée, Singapour
Faciliter l'exécution des contrats	Publier les jugements	122 ^f	Australie, Autriche, Chili, Grèce, Mozambique, Nigéria, République dominicaine, Uruguay
	Disposer des tribunaux, des divisions ou des juges commerciaux spécialisés	87	Arabie saoudite, Burkina Faso, France, Lesotho, Sierra Leone, Singapour
	Permettre la soumission électronique de plaintes	16	Australie, Malaisie, Fédération de Russie, République de Corée, Royaume-Uni
Faciliter le solutionnement de l'insolvabilité	Permettre aux comités de créanciers de faire entendre leur voix lors des prises de décisions pertinentes	103	Afrique du Sud, Bulgarie, Philippines
	Adopter une loi exigeant des qualifications professionnelles ou universitaires pour les administrateurs judiciaires	64	Cap-Vert, Namibie
	Fournir un cadre juridique pour les règlements extrajudiciaires	45	Italie, Philippines

Remarque : Les bonnes pratiques qui facilitent le raccordement à l'électricité seront incluses dans *Doing Business 2013*.

a. Sur 183 économies étudiées, sauf indication contraire.

b. Le droit des parties à un contrat de revenir à la situation qui prévalait avant la conclusion du contrat.

c. Sur 159 économies évaluées pour l'échange informatisé de données, 152 pour les inspections tenant compte des risques et 150 pour un guichet unique.

d. Vingt-six disposent d'un système complet d'échange informatisé de données, 104 d'un système partiel.

e. Vingt disposent d'un système de guichet unique qui relie tous les services publics concernés, 29 d'un système ne reliant pas tous les services publics concernés.

f. Sur 175 économies étudiées.

Source : Base de données *Doing Business* ; pour la création d'entreprises, Banque mondiale (2009b).

D'autres initiatives du Groupe de la Banque mondiale ont permis de compiler des données qui complètent les ressources de *Doing Business*. Deux bases de données de portée mondiale éclairent d'autres pistes de recherche : l'une sur les systèmes de lois et règlements applicables à la participation des femmes à l'économie et l'autre sur les systèmes applicables à la participation des entreprises étrangères à l'économie locale²¹. Au terme de plus de neuf années d'enquêtes réalisées par *Enterprise Surveys* auprès d'entreprises de 125 économies, chercheurs et décideurs peuvent se faire une idée du secteur privé d'une économie à un moment donné, en termes de taille des entreprises, de secteurs d'activité et de situation géographique²². Ces enquêtes, qui ont permis d'interroger directement des représentants de plus de 130 000 entreprises dans le monde entier, examinent une variété de questions portant sur le cadre des affaires, parmi lesquelles les contraintes jugées les plus pesantes par les entrepreneurs.

La recherche se poursuit autour des questions liées aux réglementations contraignantes et aux réformes réglementaires les plus efficaces, et sur la façon dont ces problématiques sont façonnées en fonction de l'environnement qui entoure une économie. Pour ouvrir de nouvelles pistes de recherche dans ce domaine, *Doing Business* envisage l'organisation d'une conférence à l'automne 2012 dans le but d'améliorer la compréhension des liens qui existent entre la réforme de la réglementation des affaires et les résultats économiques d'une manière plus générale.

NOTES

1. Narayan et al., 2000.
2. Ayyagari, Demirgüç-Kunt et Maksimovic, 2011.
3. À peine 27 % de toutes les réformes réglementaires enregistrées par *Doing Business* pour les économies du Moyen-Orient et Afrique du Nord au cours des six dernières années portaient sur l'obtention de prêts, la protection des investisseurs, l'exécution des contrats et les procédures d'insolvabilité. En Europe de l'Est et Asie centrale, 38 % de toutes les réformes réglementaires enregistrées portaient sur les mêmes thèmes.
4. La recherche montre que le type de réglementation des affaires mesuré par *Doing Business* influe sur la création d'entreprises sur le plan national, sur les niveaux de productivité de ces entreprises, et sur l'emploi. Des études comparatives menées dans divers pays montrent que les économies dans lesquelles il est plus facile de créer une entreprise comptent un meilleur taux d'inscriptions au registre du commerce et un tissu économique en moyenne plus dense. Des données encourageantes provenant d'économies aussi diverses que la Colombie, l'Inde, le Mexique et le Portugal étayaient aussi ces constatations. Le chapitre « À propos de *Doing Business* : Mesurer les résultats » peut être consulté pour plus de détails sur ces résultats et d'autres études pertinentes.
5. Même s'ils ne sont pris en compte par aucun indicateur *Doing Business*, les marchés publics sont un autre domaine dans lequel un nombre croissant de gouvernements utilisent des plateformes électroniques, le but étant de rendre plus transparentes les interactions entre fournisseurs et agents de l'État.
6. Dix-neuf organismes publics du Royaume-Uni ont participé à ce programme, qui a démarré par un vaste exercice de quantification à l'été 2005. En mai 2010, l'objectif avait été réalisé : une diminution des coûts pour les entreprises d'un montant total de 3,5 milliards de livres. Sur la base de cette expérience, un autre objectif a été fixé, à savoir réduire de 6,5 milliards de livres supplémentaires les coûts induits par la réglementation en vigueur d'ici 2015 (www.bis.gov.uk).
7. Commission européenne, 2011.
8. Cette mission consistait à compiler les derniers résultats de recherche sur la charge réglementaire, la simplification des procédures et l'impact de la réglementation sur les entreprises, et à étudier l'impact des coûts directs et indirects sur les entreprises et l'économie (*Swedish Agency for Growth Policy Analysis*, 2010).
9. <http://www.businesslink.gov.uk>.
10. Ce schéma qui varie assez largement selon les indicateurs n'est pas spécifique au projet *Doing Business*. L'Indice de compétitivité globale du Forum économique mondial — une mesure plus vaste qui prend en compte des facteurs tels que la stabilité macroéconomique, la solidité des institutions publiques, certaines dimensions du capital humain et la sophistication du tissu économique — montre un schéma similaire. Les grandes puissances technologiques que sont les États-Unis et le Japon obtiennent de très bonnes notes sur les mesures relatives à l'innovation. Mais, avec de larges déficits budgétaires et une dette publique élevée, elles se classent moins bien au plan de la stabilité macroéconomique.
11. Les membres du Forum des registres du commerce sont : Afrique du Sud, Australie, Bangladesh, Bermudes, Botswana, Burkina Faso, Canada, Croatie, Émirats arabes unis, Ex-République yougoslave de Macédoine, Îles Cook, Îles Vierges britanniques, Inde, Jordanie, Malawi, Malaisie, Maurice, Népal, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pays-Bas, RAS de Hong Kong (Chine), Royaume-Uni, Rwanda, Samoa, Singapour, Sri Lanka, Tunisie et Vanuatu (<http://www.corporateregistersforum.org/member-jurisdictions>).
12. Voir aussi Banque mondiale (2009a, 2010a).
13. Aghion et al., 2008.
14. Bruhn, 2011.
15. Kaplan Piedra et Seira, 2007.
16. Eifert, 2009.
17. Rauch, 2010.
18. Inde, Malaisie, Sri Lanka, Taiwan (Chine), Thaïlande et Viêt Nam (Asie de l'Est et du Sud) ; Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Maroc, République arabe d'Égypte, République arabe syrienne et République du Yémen (Moyen-Orient et Afrique du Nord) ; Géorgie, Kazakhstan, Moldova, République kirghize et Tadjikistan (Europe de l'Est et Asie centrale) ; Botswana, Burundi, Comores, Kenya, Liberia, Mali, Malawi, République centrafricaine, République démocratique du Congo et Zambie (Afrique subsaharienne) ; et Guatemala, Mexique et Pérou (Amérique latine).
19. Les articles thématiques sont disponibles sur le site web de *Doing Business* (<http://www.doingbusiness.org>).
20. Voir le chapitre *Doing Business : Mesurer les résultats*, pour plus d'informations sur les recherches pertinentes.
21. Ces bases de données sont : *Women, Business and the Law* (<http://wbl.worldbank.org/>) et *Investing Across Borders* (<http://iab.worldbank.org/>).
22. *World Bank Enterprise Surveys* (<http://www.enterprisesurveys.org>).

À propos de *Doing Business* : mesurer les résultats

Un secteur privé dynamique, avec des entreprises qui investissent, créent des emplois et améliorent la productivité, stimule la croissance et multiplie les possibilités pour les plus pauvres. Pour promouvoir un secteur privé dynamique, les gouvernements du monde entier mettent en œuvre des réformes d'envergure, comprenant notamment des programmes de libéralisation des prix et de stabilisation macroéconomique. Mais des gouvernements qui tiennent à assurer la santé économique de leurs pays et à offrir des opportunités à leurs citoyens ne limitent pas leurs efforts à l'amélioration de la situation macroéconomique. Ils s'intéressent également à la qualité des mécanismes législatifs, réglementaires et institutionnels qui orientent l'activité économique au quotidien.

Toutefois, il y a encore 10 ans, il n'existait aucun ensemble d'indicateurs au plan mondial pour suivre ces facteurs microéconomiques et en analyser la pertinence. Les premières initiatives visant à pallier cette lacune, dans les années 80, s'inspiraient d'opinions de spécialistes et d'enquêtes d'opinion réalisées auprès d'entreprises, ne portant souvent que sur des cas particuliers. Bien que ces enquêtes permettent d'apprécier la situation de l'économie et des politiques publiques, peu d'entre elles fournissent des indicateurs de portée mondiale pouvant être actualisés chaque année.

Le projet *Doing Business* adopte une démarche différente de celle des enquêtes d'opinion. Il examine les entreprises au niveau local, se concentrant sur les petites et moyennes entreprises, et évalue les réglementations auxquelles elles sont soumises aux différents stades de leur vie. S'appuyant sur des études de cas types, il propose des indicateurs quantitatifs sur la réglementation des affaires, ceux-ci pouvant être comparés entre 183 économies et dans le temps. Cette démarche complète les enquêtes d'opinion en recherchant les principales contraintes à la pratique des affaires, telles qu'elles sont vécues par les entreprises elles-mêmes et figurent dans les réglementations en place.

Ayant directement le contrôle sur les réglementations, les décideurs commencent souvent par modifier les règles et les règlements

applicables aux entreprises lorsqu'ils souhaitent modifier leurs pratiques et comportements. Le projet *Doing Business* ne se contente pas de mettre en évidence un problème, il identifie les règles et les démarches administratives précises qui pourraient faire l'objet de réforme (tableau 2.1). Les évaluations chiffrées qu'il propose de la réglementation des affaires rendent possible des recherches sur la manière dont les réglementations précises influencent le comportement des entreprises ainsi que les conséquences économiques.

Publié en 2003, le premier rapport *Doing Business* utilisait 5 séries d'indicateurs et couvrait 133 économies. Le rapport de cette année en utilise 11 et couvre 183 économies. Dix domaines sont pris en compte pour établir le classement global sur la facilité de faire des affaires ainsi que d'autres indicateurs synthétiques¹. Le projet utilise les informations fournies par les pouvoirs publics, les universités, des professionnels et des groupes d'évaluation².

DOMAINES ÉTUDIÉS PAR DOING BUSINESS

De nombreux facteurs peuvent jouer sur la volonté d'un entrepreneur de mettre en œuvre une nouvelle idée, notamment l'impression qu'il a de la facilité (ou de la difficulté) avec laquelle

il pourra faire face aux différentes règles qui façonnent et servent de base à l'environnement des affaires. La décision de poursuivre une idée, de l'abandonner ou de la mettre en œuvre dans une économie ou dans une autre pourra dépendre en grande partie de la facilité d'accomplir les démarches nécessaires pour créer une entreprise ou obtenir un permis de construire, ainsi que de l'efficacité des mécanismes de règlement des différends commerciaux ou de solutionnement de l'insolvabilité. *Doing Business* présente des évaluations chiffrées des réglementations qui s'appliquent aux petites et moyennes entreprises locales dans différents domaines, notamment : la création d'entreprises, l'obtention des permis de construire, le raccordement à l'électricité, le transfert de propriété, l'obtention de prêts, la protection des investisseurs, le paiement des taxes et impôts, le commerce transfrontalier, l'exécution des contrats et le solutionnement de l'insolvabilité³. Le rapport examine également les réglementations relatives à l'embauche de travailleurs.

Doing Business part du principe fondamental que l'activité économique doit reposer sur des règles efficaces. Il s'agit notamment des règles qui établissent et clarifient les droits de propriété et réduisent le coût du règlement des différends, des règles qui améliorent le caractère prévisible des interactions économiques et des règles qui

TABLEAU 2.1 La méthodologie de *Doing Business* permet d'établir des comparaisons objectives mais limitées au plan mondial

Avantages	Limites
<i>Transparente, reposant sur des informations factuelles relatives aux lois et règlements (avec un élément d'appréciation concernant les estimations de temps)</i>	<i>Portée limitée : se concentre sur 11 domaines de réglementation touchant les entreprises locales ; ne prend pas en compte tous les aspects de l'environnement des affaires ni tous les domaines de la réglementation</i>
<i>Les comparaisons et les critères de référence sont valables grâce aux hypothèses types.</i>	<i>Axée sur des cas types ; les situations présentées dans les scénarios font référence à un ensemble précis de problématiques et à un type précis d'entreprise</i>
<i>Peu coûteuse et pouvant être facilement reproduite</i>	<i>Porte essentiellement sur le secteur formel</i>
<i>Pouvant donner lieu à des actions concrètes : les données mettent en évidence des obstacles précis, identifient la source, indiquent ce qui pourrait être changé</i>	<i>Seules les réformes liées aux indicateurs peuvent être suivies</i>
<i>Interactions multiples avec les contributeurs locaux interrogés pour clarifier toute mauvaise interprétation</i>	<i>Part du principe que les entreprises sont pleinement informées sur les démarches requises et ne perdent pas de temps en les effectuant</i>
<i>Couverture de la quasi totalité des économies du monde</i>	<i>Une partie des données obtenues ne portent que sur la métropole d'affaires la plus grande d'une économie donnée</i>

offrent aux parties à un contrat des protections essentielles contre les abus. L'objectif est de mettre en place une réglementation efficace, simple à appliquer et accessible à tous ceux qui en ont besoin. C'est pourquoi certains indicateurs de *Doing Business* accordent une meilleure note pour une réglementation plus rigoureuse, comme c'est le cas en matière d'obligation d'information dans les transactions entre parties apparentées. D'autres indicateurs accordent une note plus élevée aux mesures prises pour simplifier l'application de la réglementation existante, telles que la mise en place d'un guichet unique pour les démarches nécessaires à la création d'entreprises.

Le projet *Doing Business* utilise deux types de données : d'une part, les textes législatifs et réglementaires tels qu'interprétés par les experts locaux et par l'équipe de *Doing Business*, d'autre part, les indicateurs de temps et de mouvements qui mesurent l'efficacité et la complexité avec laquelle une réglementation est mise en œuvre (comme l'octroi de l'identité juridique à une entreprise). Pour ces indicateurs de temps et de mouvements, les estimations de coût sont établies à partir des barèmes officiels de frais, s'il en existe. Les processus tels que la création d'entreprises ou le transfert de propriété sont scindés en étapes clairement définies. Les estimations de temps pour chaque démarche se fondent sur l'opinion émise par des spécialistes, qui ont l'habitude d'appliquer les réglementations en question ou de conseiller des entrepreneurs sur ces sujets⁴. Le projet *Doing Business* s'inspire ici des travaux novateurs d'Hernando de Soto, qui a appliqué la méthode des temps et mouvements

utilisée pour la première fois par Frederick Taylor pour révolutionner la fabrication du Model T de Ford. De Soto a utilisé cette méthode dans les années 80 pour mettre en évidence les obstacles à la création d'une usine de confection de vêtements dans la banlieue de Lima⁵.

DOMAINES NON COUVERTS PAR DOING BUSINESS

Il importe également de préciser les domaines non couverts par *Doing Business* — de façon à tenir compte des limites dans l'interprétation des données.

Une portée limitée

Doing Business porte sur 11 domaines, l'objectif spécifique consistant à évaluer la réglementation et la bureaucratie auxquelles se heurtent les petites et moyennes entreprises durant leur cycle de vie (tableau 2.2). En conséquence :

- Le projet *Doing Business* n'évalue pas tous les aspects de l'environnement des affaires qui ont un impact sur les entreprises ou les investisseurs, ni tous les facteurs qui influent sur la compétitivité. Par exemple, la sécurité, la corruption, la taille du marché, la stabilité macroéconomique, la situation du système financier, les compétences professionnelles de la population ou tous les aspects de la qualité des infrastructures ne sont pas pris en compte, ni la réglementation propre à l'investissement étranger.
- Tout en portant sur la qualité du cadre réglementaire, *Doing Business* ne couvre pas pour autant toutes les réglementations d'une

économie donnée. À mesure que les progrès économiques et technologiques avancent, de nouveaux domaines d'activité économique font l'objet de réglementation. Par exemple, la législation de l'Union européenne (l'acquis communautaire) s'est développée au point de compter désormais pas moins de 14 500 jeux de règles. *Doing Business* évalue 11 domaines du cycle de vie d'une entreprise, avec 11 séries d'indicateurs spécifiques. Ces séries d'indicateurs ne couvrent pas tous les aspects réglementaires d'un domaine considéré. C'est ainsi que les indicateurs relatifs à la création d'entreprises ou la protection des investisseurs ne portent pas sur tous les aspects de la législation commerciale. Les indicateurs relatifs à l'embauche des travailleurs ne couvrent pas tous les domaines de la législation du travail : ils n'incluent pas, par exemple, les réglementations sur la sécurité au travail ou le droit à la négociation collective.

- *Doing Business* ne tente pas non plus d'évaluer tous les coûts et avantages d'une loi ou d'une règle particulière pour la société dans son ensemble. Les indicateurs concernant le paiement des taxes et impôts, par exemple, servent à évaluer le taux d'imposition total, qui représente un coût pour les entreprises. Ils n'évaluent pas, ni ne visent à évaluer, les programmes sociaux et économiques financés au moyen des recettes fiscales. L'évaluation des lois et règlements applicables aux entreprises apporte un élément au débat sur la place du fardeau administratif dans la réalisation d'objectifs réglementaires. Ces objectifs peuvent varier d'une économie à l'autre.

TABLEAU 2.2 *Doing Business* — mesurer 11 thèmes de réglementation des affaires

Création	Expansion	Opérations	Insolvabilité
<ul style="list-style-type: none"> • Création d'entreprise Capital minimum exigé Procédures, délai et coût 	<ul style="list-style-type: none"> • Transfert de propriété Procédures, délai et coût • Obtention de prêts Registres d'information sur le crédit Lois sur les biens meubles nantis • Protection des investisseurs Transparence et responsabilité dans le cadre des transactions entre parties apparentées • Exécution des contrats Procédures, délai et coût pour le règlement d'un différend commercial 	<ul style="list-style-type: none"> • Obtention des permis de construire Procédures, délai et coût • Raccordement à l'électricité Procédures, délai et coût • Paiement des taxes et impôts Paiements, délai et taux d'imposition total • Commerce transfrontalier Documents, délai et coût • Embauche de travailleurs 	<ul style="list-style-type: none"> • Solutionnement de l'insolvabilité Délai, coût et taux de recouvrement


```

graph LR
    A[CRÉATION] --> B[DROITS DE PROPRIÉTÉ  
ACCÈS AUX PRÊTS  
PROTECTION DES INVESTISSEURS]
    B --> C[FARDEAU ADMINISTRATIF  
FLEXIBILITÉ DE L'EMBAUCHE]
    C --> D[TAUX DE RECouvrement  
RÉAFFECTATION DES ACTIFS]
  
```

Indicateurs basés sur des études de cas types

Les indicateurs de *Doing Business* sont construits à partir d'études de cas types assortis d'hypothèses particulières, comme le fait que l'entreprise est située dans la métropole d'affaires la plus grande d'une économie. Les indicateurs économiques utilisent généralement des hypothèses restrictives de cette nature ; c'est le cas par exemple des statistiques sur l'inflation qui se fondent souvent sur les prix d'un ensemble de biens de consommation dans quelques centres urbains.

Ces hypothèses permettent des évaluations à l'échelle mondiale et facilitent les comparaisons, mais le caractère général du rapport en souffre. *Doing Business* est conscient des limites de l'utilisation des données ne concernant que les plus grandes villes d'affaires, d'autant plus que la réglementation des affaires et son application, notamment dans les États fédérés et les économies de taille importante, peuvent ne pas être homogènes dans l'ensemble du pays. Compte tenu de l'intérêt que de telles

divergences entre régions présentent pour les pouvoirs publics, *Doing Business* a complété sa série de rapports à l'échelle mondiale par des études infranationales dans un certain nombre d'économies (encadré 2.1). Cette année, le projet *Doing Business* a également réalisé une étude expérimentale sur les deuxièmes villes les plus importantes dans trois grandes économies afin d'évaluer les variations au sein de ces pays.

Dans les domaines où la réglementation est complexe et très différenciée, il convient de définir avec soin le scénario type servant à établir les indicateurs de *Doing Business*. Le scénario type suppose, le cas échéant, qu'il s'agit d'une société à responsabilité limitée ou d'une entité équivalente au plan juridique. Ce choix est en partie empirique, les sociétés privées à responsabilité limitée étant la forme de société la plus répandue dans de nombreux pays. Ce choix est également en rapport avec l'un des domaines prioritaires de *Doing Business*, à savoir le développement des opportunités de création d'entreprises. Les investisseurs sont encouragés à s'engager dans la création d'entreprise lorsque les pertes potentielles se limitent à leur apport en capital.

Accent mis sur le secteur formel

Pour établir les indicateurs, *Doing Business* suppose que les entreprises connaissent

toutes les dispositions réglementaires en vigueur et les respectent. Dans la pratique, les entrepreneurs peuvent passer un temps considérable à chercher à savoir où s'adresser et quels documents soumettre. Ou bien ils peuvent éviter entièrement les démarches administratives requises au plan juridique en ne s'enregistrant pas auprès des organismes sociaux, par exemple.

Là où la réglementation rend le processus particulièrement onéreux, les niveaux d'informalité sont plus élevés. Or, l'informalité a un coût : ces entreprises se développent en général plus lentement, ont plus difficilement accès au crédit et emploient moins de personnes — et ces employés ne bénéficient d'aucune protection dans le cadre de la législation du travail⁶. Toutes ces considérations sont encore plus vraies lorsqu'il s'agit d'entreprises détenues par des femmes, d'après des études réalisées dans des économies données⁷. De même, les entreprises du secteur informel auront davantage tendance à ne pas payer les taxes et impôts. *Doing Business* mesure un ensemble de facteurs qui aident à expliquer l'apparition du secteur informel et permettent aux pouvoirs publics d'identifier les domaines pouvant faire l'objet de réformes réglementaires. Pour mieux comprendre l'environnement général des affaires et inscrire les défis à relever dans une perspective plus large,

il convient d'associer les constatations de *Doing Business* aux données d'autres sources comme *Enterprise Surveys* de la Banque mondiale⁸.

POURQUOI CETTE APPROCHE ?

Doing Business est comparable à un test de cholestérol qui serait appliqué à l'environnement réglementaire des entreprises d'une économie. Un test de cholestérol ne présente pas une image complète de notre état de santé, mais il permet de mesurer un aspect important de celle-ci. Il s'agit également d'un moyen de nous inciter à modifier notre comportement de façon à améliorer non seulement notre taux de cholestérol mais aussi notre état de santé général.

Une manière de vérifier si *Doing Business* offre une mesure indirecte de l'environnement général des entreprises et du niveau de compétitivité est d'étudier les corrélations entre les classements de *Doing Business* et les autres grands indicateurs économiques de référence. La série d'indicateurs la plus proche de *Doing Business* est celle de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur la réglementation des marchés de produits. Ces indicateurs visent à déterminer si l'environnement réglementaire favorise ou entrave la concurrence. Ils comprennent des évaluations des mesures de contrôle des prix, du système de licence et de permis, du niveau de

ENCADRÉ 2.1 Comparaison des réglementations au sein des économies : indicateurs infranationaux de *Doing Business* et étude pilote portant sur plusieurs villes

Les études infranationales de *Doing Business* sont menées à la demande d'un gouvernement et mettent en évidence les différences entre les réglementations des affaires d'une ville à l'autre dans la même économie ou région. Elles contribuent au renforcement des capacités locales en faisant participer les gouvernements partenaires et les groupes de réflexion locaux. Depuis 2005, les rapports infranationaux de *Doing Business* comparent la réglementation des affaires dans les états et villes au sein des économies comme le Brésil, la Chine, la Colombie, l'Égypte, l'Inde, l'Indonésie, le Kenya, le Mexique, le Maroc, le Nigéria, le Pakistan et les Philippines¹.

Doing Business actualise périodiquement un nombre croissant d'études infranationales pour évaluer les progrès accomplis avec le temps ou étendre la portée géographique de la recherche à d'autres villes. C'est le cas cette année des études infranationales réalisées aux Philippines ; du rapport régional en Europe du Sud-Est ; des études en cours en Italie, au Kenya et aux Émirats arabes unis ; et des projets réalisés conjointement avec des groupes de réflexion locaux en Indonésie, au Mexique et dans la Fédération de Russie.

En 2011, *Doing Business* a publié des indicateurs infranationaux concernant les Philippines et un rapport régional portant sur 22 villes de sept économies en Europe du Sud-Est : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, ex-République yougoslave de Macédoine, Moldova, Monténégro et Serbie. *Doing Business* a également publié un rapport-profil pour la ville de Juba, en République du Sud Soudan.

Pour étudier davantage les variations de la réglementation des affaires au sein des économies, *Doing Business* a recueilli cette année des données sur chacun des 10 séries d'indicateurs pris en compte dans le classement relatif à la facilité de faire les affaires dans une seconde ville de trois grandes économies : Rio de Janeiro au Brésil (en plus de São Paulo), Beijing en Chine (en plus de Shanghai) et Saint-Petersbourg dans la Fédération de Russie (en plus de Moscou). Les études infranationales ne portent généralement que sur un sous-ensemble d'indicateurs.

Les résultats ne font apparaître aucune variation entre les villes au sein de chaque économie dans les domaines régis par des lois ou réglementations comme le code de procédure civile, les règles d'enregistrement des entreprises et les règles de constitution de sociétés. En ce qui concerne les règles régissant les transactions garanties, par exemple, tous les entrepreneurs au Brésil se réfèrent au Code civil de 2002, ceux de Chine à la Loi sur les droits de propriété de 2007 et ceux de Russie au Code civil de 1994 et à la Loi sur les gages de 1992.

Mais l'efficacité des processus comme la création d'entreprise ou l'obtention des permis de construire, ainsi que l'efficacité des institutions diffèrent effectivement d'une ville à l'autre, en raison des différences entre les réglementations locales ou entre les moyens dont disposent les institutions pour répondre à la demande des entreprises. En Russie, les démarches pour l'obtention de permis de construire sont plus complexes à Moscou qu'à Saint-Petersbourg. Au Brésil, la création d'entreprise, l'obtention des permis de construire et le raccordement à l'électricité prennent moins de temps à Rio de Janeiro qu'à São Paulo, qui est une ville plus grande. Mais le mécanisme de transfert de propriété est légèrement plus efficace à São Paulo qu'à Rio de Janeiro, la différence tenant au fait que le cadastre est numérisé à São Paulo.

Dans chacune des trois économies, le nombre d'impôts et taxes et de contributions varie d'une ville à l'autre. En Chine, les entreprises dans les deux villes doivent s'acquitter de trois types de taxes et impôts administrés par l'État (taxe sur la valeur ajoutée, impôt sur les sociétés et taxe professionnelle). Alors qu'à Beijing les entreprises sont assujetties à six types de taxes et impôts administrés au plan local, à Shanghai elles doivent en acquitter sept. La distance entre le centre-ville et le port joue un rôle dans les délais d'importation et d'exportation. Les villes qui ont un port principal (Rio de Janeiro, Shanghai et Saint-Petersbourg) ont des services de transport intérieur plus rapides et meilleur marché que celles où les entrepreneurs doivent faire appel à un tiers pour aller dans une autre ville expédier ou recevoir leur cargaison, São Paulo (à Santos), Beijing (à Tianjin) et Moscou (à Saint-Petersbourg).

1. Les rapports infranationaux sont disponibles sur le site internet de *Doing Business* à l'adresse <http://www.doingbusiness.org/reports/subnational-reports>.

simplification des règles et des démarches, de la prévalence des procédures discriminatoires et du niveau de contrôle exercé par les pouvoirs publics sur les entreprises⁹. Les classements sur la base de ces indicateurs, pour les 39 pays étudiés (dont plusieurs sont de grands marchés émergents), présentent un degré élevé de corrélation avec ceux de la facilité de faire des affaires (la corrélation dans ce cas est de 0,72 ; figure 2.1).

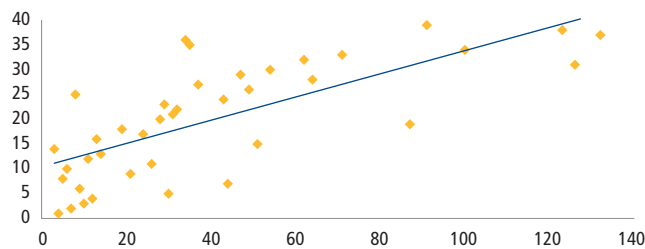
De même, il y a une forte corrélation (0,82) entre les classements sur la facilité de faire des affaires et les classements en fonction de l'indice de la compétitivité mondiale du Forum économique mondial, qui est une mesure de portée beaucoup plus large prenant en compte des facteurs comme la stabilité macroéconomique, les aspects du développement humain, la solidité des institutions publiques et la complexité des entreprises (figure 2.2)¹⁰. Les économies qui sont bien classées sur la base des indicateurs de *Doing Business* ont tendance à bien se classer également en fonction des indicateurs de réglementation du marché des produits de l'OCDE et de l'indice de compétitivité mondiale, et vice-versa.

Une question de plus vaste portée est de savoir si les domaines couverts par *Doing Business* présentent de l'intérêt pour le développement et la réduction de la pauvreté. Dans l'étude intitulée « *La voix des pauvres* », la Banque mondiale a demandé à 60 000 personnes pauvres dans le monde entier comment elles entendaient se sortir de la pauvreté¹¹. Les réponses ont été catégoriques : toutes les personnes interrogées, hommes et femmes, comptaient sur les revenus tirés de leur propre entreprise ou sur leur emploi rémunéré. Pour promouvoir la croissance — et permettre aux personnes pauvres d'en bénéficier également — il faut mettre en place un environnement où les nouveaux venus, qui sont dynamiques et animés de bonnes idées, quels que soient leur sexe et leur origine ethnique, peuvent créer leurs entreprises ; et un environnement où les entreprises efficaces sont en mesure d'investir, de se développer et de créer davantage d'emplois.

Les petites et moyennes entreprises sont les moteurs essentiels de la concurrence, de la croissance et de la création d'emplois, notamment dans les pays en développement. Mais dans ces pays, c'est dans le secteur informel que s'exerce jusqu'à 80 % de l'activité économique. La bureaucratie et la réglementation excessives peuvent empêcher l'entrée de ces entreprises dans le secteur formel. Même les entreprises opérant dans le secteur formel peuvent ne pas avoir un accès égal aux règles et réglementations qui influent sur leur aptitude à soutenir la concurrence, à innover et à se développer.

FIGURE 2.1 Forte corrélation entre les classements de *Doing Business* et les classements de l'OCDE relatifs à la réglementation des marchés de produits

Classement relatif aux indicateurs de la réglementation des marchés de produits de l'OCDE

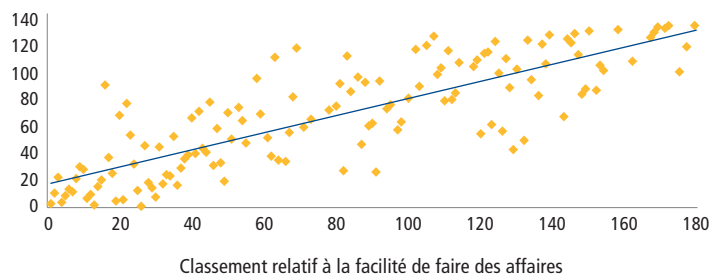


Remarque : La corrélation est significative à 5 % lorsque le revenu par habitant est pris en compte.

Source : Base de données *Doing Business* ; données de l'OCDE.

FIGURE 2.2 Corrélation également forte entre les classements de *Doing Business* et les classements du Forum économique mondial sur la compétitivité mondiale

Classements relatifs à la compétitivité mondiale



Remarque : La corrélation est significative à 5 % lorsque le revenu par habitant est pris en compte.

Source : Base de données *Doing Business* ; WEF 2010.

Lorsque la réglementation est fastidieuse et la concurrence limitée, la réussite d'un entrepreneur dépend davantage de ses relations que de ses aptitudes¹². Mais lorsque la réglementation est transparente, efficace et appliquée de manière simple, il devient plus facile pour quiconque souhaite créer une entreprise, quelles que soient ses relations, de se conformer à l'état de droit et de tirer parti des possibilités et des mesures de protection offertes par la loi. Il n'est pas étonnant qu'il y ait une corrélation entre, d'une part, un rang élevé dans le classement de la facilité de faire des affaires — sur la base des 10 domaines de la réglementation des affaires étudiés par *Doing Business* — et, d'autre part, une meilleure gouvernance et des niveaux de corruption perçus plus faibles¹³.

À cet égard, *Doing Business* considère qu'une bonne réglementation est essentielle pour l'inclusion sociale. Il fournit également les éléments nécessaires pour étudier les effets de la réglementation et de son application. Par exemple, *Doing Business 2004* a montré que la rapidité d'exécution d'un contrat était associée à la perception d'une justice plus équitable — autrement dit, que lenteur de justice peut valoir déni de justice¹⁴.

DOING BUSINESS COMME UN EXERCICE DE COMPARAISON

Doing Business en ce qu'il étudie certains aspects essentiels de l'environnement réglementaire, s'est avéré une base de référence utile pour effectuer des comparaisons. De ce point de vue, il permet aux pouvoirs publics d'apprécier en meilleure connaissance de cause les choix politiques disponibles, d'améliorer la capacité à évaluer les progrès accomplis au fil du temps et à établir des comparaisons valables au plan international et de contribuer au débat public et au renforcement de l'éthique de responsabilité.

Depuis 2006, le projet *Doing Business* présente les données recueillies dans une double perspective : d'une part, des indicateurs « absolus » sont présentés pour chaque économie dans chacun des 11 domaines de réglementation étudiés ; d'autre part, un classement des économies est établi sur la base de 10 domaines, aussi bien par domaine que globalement¹⁵. En outre, comme il a été indiqué dans le résumé analytique, le rapport propose cette année un nouvel instrument d'évaluation, celui de la distance par rapport à la « frontière », qui montre le degré d'évolution de l'environnement réglementaire d'une économie avec le temps¹⁶. Il faut faire preuve

de discernement dans l'interprétation de toutes ces mesures pour une économie donnée, en vue d'identifier une trajectoire de réforme de la réglementation logique et réalisable au plan politique.

Pris séparément, certains classements établis par *Doing Business* risquent de surprendre. Certaines économies peuvent avoir un classement meilleur que prévu dans certains domaines. De même, des économies qui ont connu une croissance rapide ou ont attiré un grand volume d'investissements peuvent être moins bien classées que d'autres économies apparemment moins dynamiques.

À mesure qu'elles se développent, les économies renforcent et élargissent leur cadre de réglementation pour protéger les droits des investisseurs et les droits de propriété. Dans l'intervalle, elles trouvent des méthodes plus efficaces pour améliorer les règles en vigueur et suppriment celles qui sont périmées. *Doing Business* a constaté que les économies dynamiques et en expansion réforment et actualisent constamment leurs réglementations et les méthodes d'application de celles-ci, tandis que de nombreuses économies pauvres utilisent encore des systèmes de réglementation datant de la fin des années 1800.

Pour les gouvernements soucieux de bien réformer, le niveau d'amélioration, en termes absolus, du cadre de réglementation applicable aux entrepreneurs locaux est plus important que le classement relatif de leur économie au plan de la facilité de faire des affaires. L'évaluation de la distance par rapport à la frontière permet d'apprécier une telle amélioration avec le temps, en indiquant la distance séparant chaque économie de la « frontière ». Celle-ci représente la note la plus élevée observée pour chacun des indicateurs de *Doing Business* dans l'ensemble des économies et sur l'ensemble des années étudiées depuis 2005. La comparaison de la note obtenue par une économie, à deux instants espacés dans le temps, permet de déterminer l'évolution, mesurée par *Doing Business*, du cadre de la réglementation d'une économie dans le temps, c'est-à-dire à quel point l'économie s'est rapprochée (ou écartée) des pratiques les plus efficaces et des réglementations les plus rigoureuses dans les domaines examinés par *Doing Business*. La mesure de la distance par rapport à la frontière complète le classement annuel au plan de la facilité de faire des affaires, qui permet, lui, de comparer les économies à un moment donné.

Chaque ensemble d'indicateurs examiné par *Doing Business* évalue un aspect différent du cadre de réglementation des entreprises. Les classements de chaque économie varient, parfois de façon considérable, d'un ensemble d'indicateurs à l'autre. Une manière rapide d'évaluer les variations des résultats d'une

économie en matière de réglementation des affaires suivant les différents domaines de réglementation consiste à examiner les classements par thème (voir les tableaux par pays). La République de Corée, par exemple, est classée 8^e pour la facilité de faire des affaires en général. Elle est classée au 2^e rang pour la facilité d'exécution des contrats, au 4^e rang pour la facilité de commerce transfrontalier et au 8^e rang pour la facilité d'obtention de prêts. Parallèlement, elle est classée 24^e pour la facilité de création d'entreprises, 26^e pour la facilité d'obtention d'un permis de construire, 38^e pour la facilité de paiement des taxes et impôts et 71^e pour la facilité de transfert de propriété. La variation entre les ensembles d'indicateurs est en rapport avec les différentes priorités que les pouvoirs publics accordent à tel ou tel domaine de réglementation des affaires ainsi qu'avec des circonstances propres à l'économie, qui peuvent permettre dans certains domaines un rythme de réforme plus rapide que dans d'autres.

LES EFFETS DE LA RÉGLEMENTATION DES AFFAIRES MIS EN ÉVIDENCE PAR LA RECHERCHE

Neuf années de données recueillies par *Doing Business* avec d'autres ensembles de données permettent de disposer d'une base d'études toujours plus grande sur les relations entre des domaines précis de la réglementation des affaires — et des réformes de celle-ci — et la situation sociale et économique. Quelque 873 articles ont été publiés dans des revues universitaires présentées pour avis préalable à d'autres spécialistes, et environ 2 332 documents de travail sont disponibles sur Google Scholar¹⁷.

Une place très importante est réservée à l'analyse de ce qui produit des résultats au niveau microéconomique, comme la création d'entreprises et les emplois. Des études récentes portent sur la manière dont la réglementation des affaires influence le comportement des entreprises en les encourageant à s'enregistrer et à opérer dans le secteur formel, à créer des emplois, à innover et à améliorer la productivité, ou en les décourageant de le faire¹⁸. De nombreuses études portent également sur le rôle que jouent les tribunaux, les registres publics sur le crédit et les lois sur l'insolvabilité et les garanties en encourageant les créanciers et les investisseurs à renforcer l'accès aux prêts. Les résultats de ces études font l'objet de nombreuses publications.

Des frais d'enregistrement d'entreprises peu élevés encouragent l'entrepreneuriat et améliorent la productivité des entreprises. Les économies qui ont des méthodes d'enregistrement d'entreprises plus efficaces ont un taux plus élevé d'entrée de nouvelles entreprises dans le secteur ainsi qu'une densité des affaires plus importante¹⁹. Dans les économies où le temps d'enregistrement de

nouvelles entreprises est plus court, un nombre plus élevé d'entreprises s'enregistrent dans des secteurs où le potentiel de croissance est le plus élevé, comme ceux qui ont connu des mutations expansionnistes de la demande mondiale ou des technologies²⁰. Les mesures de réforme qui facilitent la création d'entreprises ont tendance à avoir des répercussions positives importantes sur l'investissement dans les industries de marchés de produits, comme le transport, les communications et les services publics de distribution, qui sont souvent protégées de la concurrence²¹. Il est également établi que des réglementations plus efficaces en matière de création d'entreprises améliorent la productivité de celles-ci et produisent des résultats au niveau macroéconomiques²².

Des réglementations des affaires plus simples se traduisent par des opportunités d'emploi plus importantes dans le secteur formel. Il a été établi que la réduction des frais de démarrage pour les nouvelles entreprises se traduisait par des taux plus élevés de création d'emplois pour la main-d'œuvre hautement qualifiée et un taux moyen de productivité plus élevé, les nouvelles entreprises étant souvent créées par des personnes hautement qualifiées²³. La réduction des coûts de création d'entreprises peut renforcer la sécurité juridique : les entreprises qui font leur entrée dans le secteur formel ont accès au système juridique, à leur propre profit et à celui de leurs clients et fournisseurs²⁴.

L'évaluation de l'impact des réformes n'est pas une tâche aisée. Les corrélations entre pays peuvent paraître solides, mais il est difficile d'isoler l'effet des réglementations, en raison de tous les autres facteurs potentiels qui varient au niveau des pays. D'une manière générale, les corrélations entre pays n'indiquent pas qu'un résultat précis est attribuable ou non à une réglementation précise ou s'il coïncide avec d'autres facteurs, comme une situation économique plus positive. Ainsi, comment peut-on savoir si les choses auraient été différentes en l'absence d'une réforme administrative précise ? Certains auteurs ont tenté de répondre à cette question en étudiant les variations au sein d'une économie avec le temps. D'autres ont analysé les variations des politiques qui ne touchent que certaines entreprises ou certains groupes. Plusieurs études d'impact par pays concluent que des réglementations plus simples sur la création d'entreprises encouragent la création d'un plus grand nombre de nouvelles entreprises :

- Au Mexique, une étude a établi qu'un programme qui avait simplifié la procédure de délivrance des licences par les municipalités avait permis d'accroître de 5 % les inscriptions d'entreprises au registre du commerce et les emplois rémunérés de 2,2 % alors que la concurrence des nouvelles entreprises

réduisait les prix de 0,6 % et le revenu des entreprises déjà établies de 3,2 %²⁵. Une autre étude a révélé que la même réforme de la procédure de délivrance des licences avait directement entraîné une augmentation de 4 % du nombre de nouvelles entreprises et que le programme était plus efficace dans les municipalités où le niveau de corruption était moins élevé et les démarches pour l'enregistrement moins coûteuses²⁶.

- En Inde, l'élimination progressive de la « licence raj » s'est traduite par une progression de 6 % des inscriptions de nouvelles entreprises au registre du commerce, et les entreprises hautement productives faisant leur entrée sur le marché ont enregistré des augmentations de production plus importantes que les entreprises moins productives²⁷. Il a été établi qu'il existe un lien de complémentarité entre une réglementation plus simple en matière de création d'entreprises et la souplesse du marché du travail. Les États qui ont des réglementations en matière d'emploi plus souples ont enregistré une diminution du nombre d'entreprises informelles de 25 % plus importante, que les États dont les réglementations sont moins souples, et, en ce qui concerne les gains de production réelle, une augmentation supérieure de 17,8 %²⁸. Le même programme de réforme de la procédure de délivrance des licences a abouti à une amélioration globale de la productivité de près de 22 % pour les entreprises concernées par la réforme²⁹.
- En Colombie, les enregistrements des nouvelles entreprises ont progressé de 5,2 % suite à la mise en place d'un guichet unique pour les entreprises³⁰.
- Au Portugal, l'introduction d'un guichet unique pour les entreprises a permis d'augmenter de 17 % les inscriptions des nouvelles entreprises au registre du commerce et de créer 7 nouveaux emplois par 100 000 habitants comparativement à des économies qui n'avaient pas adopté des mesures de réforme³¹.

Un cadre réglementaire solide favorise des résultats commerciaux plus importants. Il est établi que des mesures visant à rationaliser le cadre institutionnel pour le commerce (par exemple en améliorant l'efficacité de l'administration douanière) ont des effets positifs sur les volumes des échanges³². Une étude a révélé qu'un cadre d'échanges inefficace représente l'un des principaux facteurs déterminants des mauvais résultats commerciaux des pays d'Afrique subsaharienne³³. En revanche, une autre étude a établi que l'amélioration des résultats commerciaux est imputable, dans une large mesure, à des facteurs comme la capacité des pouvoirs publics à élaborer et appliquer des politiques et des réglementations rationnelles qui favorisent le développement du secteur

privé, l'efficacité de l'administration douanière, la qualité des infrastructures et l'accès aux financements³⁴. La même étude a révélé que les économies qui ont plus difficilement accès aux marchés étrangers bénéficient davantage des améliorations du climat de l'investissement que celles qui accèdent plus facilement aux marchés.

Des études montrent également que la capacité d'une économie à exécuter les contrats représente un facteur déterminant important de son avantage comparatif dans l'arène économique mondiale : parmi des économies comparables, celles qui ont une bonne réglementation en matière d'exécution de contrats ont tendance à produire et à exporter davantage de produits faits sur mesure que celles dont la réglementation laisse à désirer³⁵. Une autre étude a établi que dans de nombreux pays en développement, la production de biens de haute qualité représente pour les entreprises une condition préalable pour devenir exportateurs : des réformes institutionnelles qui réduisent le coût de la production de biens de haute qualité renforcent l'effet positif que la facilitation du commerce peut avoir sur les revenus³⁶. Des études montrent par ailleurs que l'élimination des obstacles au commerce doit s'accompagner d'autres réformes, consistant par exemple à rendre les marchés du travail plus souples afin de réaliser un niveau plus élevé de productivité et de croissance³⁷.

Les réglementations et les institutions qui font partie de l'infrastructure du marché financier — notamment les tribunaux, les systèmes d'information sur le crédit et les lois sur les garanties, les créanciers et l'insolvabilité — jouent un rôle dans la facilité d'accès au crédit. Des enquêtes auprès des entreprises réalisées par la Banque mondiale montrent que l'accès au crédit représente un obstacle de taille pour les entreprises dans le monde entier³⁸. Des systèmes efficaces d'information sur le crédit et des lois solides sur la garantie peuvent contribuer à réduire les difficultés de financement. Des études sur 12 économies en transition ont conclu que les réformes qui renforcent la législation sur les garanties ont amélioré l'offre de prêts bancaires de 13,7 % en moyenne³⁹. Les droits des créanciers tout comme l'existence de registres sur le crédit (qu'ils soient publics ou privés) sont liés à un ratio élevé du crédit privé au PIB⁴⁰. Et un niveau plus élevé d'échange d'information, par le biais des registres publics sur le crédit, est associé à une rentabilité supérieure des banques et un niveau moins élevé de risques bancaires⁴¹.

Des études de portée nationale ont évalué dans quelle mesure des mécanismes efficaces de recouvrement de la dette et de retrait permettent de déterminer les conditions de crédit et de garantir que moins d'entreprises productives soient restructurées ou se retirent du marché :

- En Inde, la création de tribunaux spécialisés dans le recouvrement de la dette a accéléré

le règlement des demandes de recouvrement et permis aux créanciers de saisir davantage de garanties constituées sur les dettes en défaut de remboursement. Cette mesure a aussi permis d'améliorer la probabilité de remboursement de 28 % et de réduire les taux d'intérêt sur les prêts de 1 à 2 points de pourcentage⁴².

- Suite à une réforme de vaste portée de la législation sur les faillites intervenue au Brésil en 2005 et qui a, entre autres, amélioré la protection des créanciers, le coût de la dette a baissé de 22 % et le niveau global du crédit s'est accru de 39 %⁴³.
- L'amélioration de régimes des faillites, qui ont rationalisé les mécanismes de réorganisation, ont réduit le nombre de liquidations de 8,4 % en Belgique et de 13,6 % en Colombie, les entreprises les plus viables optant plutôt pour la réorganisation⁴⁴. En Colombie, la nouvelle législation a établi une meilleure distinction entre les entreprises viables et non viables, donnant ainsi plus de chances de survie à des entreprises en proie à des difficultés financières tout en étant viables.

COMMENT LES POUVOIRS PUBLICS UTILISENT *DOING BUSINESS*

Les données quantitatives et les comparaisons peuvent être utiles pour stimuler le débat sur les mesures à prendre, en mettant en lumière les problèmes potentiels et en indiquant aux pouvoirs publics les domaines dans lesquels ils peuvent tirer des enseignements et s'inspirer des bonnes pratiques. La première réaction des pouvoirs publics concernant les données de *Doing Business* consiste souvent à poser des questions sur leur qualité et leur pertinence et sur la manière dont elles sont calculées. Mais le débat donne généralement lieu à un examen plus approfondi de l'utilité des données pour l'économie et des domaines dans lesquels des réformes de la réglementation pourraient être indiquées.

La plupart des économies cherchant à réformer commencent par rechercher des exemples de bonnes pratiques, et *Doing Business* les aide à en trouver (encadrés 2.2 et 2.3). C'est ainsi que l'Arabie saoudite a utilisé le droit des sociétés en vigueur en France pour réviser sa propre législation. De nombreux pays africains s'inspirent du modèle de l'Ile Maurice, l'économie du continent la mieux classée au regard des indicateurs de *Doing Business*, en tant que source de bonnes pratiques en matière de réforme de la réglementation des affaires. Selon les mots de Luis Guillermo Plata, l'ancien ministre du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme de Colombie :

Ce n'est pas comme faire un gâteau où

ENCADRÉ 2.2 Comment les économies utilisent *Doing Business* dans leurs programmes de réforme de la réglementation

Pour coordonner les efforts entre les organismes publics, des économies telles que la Colombie et le Rwanda ont mis en place des comités chargés des réformes administratives, qui relèvent directement du président et utilisent notamment les indicateurs de *Doing Business* pour étayer leurs programmes d'amélioration du climat des affaires. Plus de 25 autres économies ont créé de tels comités à l'échelle interministérielle. Il s'agit d'économies de différentes régions comme suit : Inde, Malaisie, Sri-Lanka, Taïwan (Chine), Thaïlande et Viêt Nam (Asie de l'Est et du Sud) ; Égypte, Maroc, Arabie saoudite, Émirats arabes unis, la République du Yémen (Moyen-Orient et Afrique du Nord) ; Géorgie, Kazakhstan, République kirghize, Moldova et Tadjikistan (Europe de l'Est et en Asie centrale) ; Botswana, Burundi, République centrafricaine, Comores, République démocratique du Congo, Kenya, Liberia, Malawi, Mali, et Zambie (Afrique subsaharienne) ; et Guatemala, Mexique et Pérou (Amérique latine). Les gouvernements ont fait état de plus de 300 réformes de la réglementation qui ont tiré parti des études de *Doing Business* depuis 2003.

ENCADRÉ 2.3 Comment un forum économique régional utilise *Doing Business*

L'organisation de Coopération économique Asie-Pacifique (CEAP) utilise les données de *Doing Business* pour identifier les domaines potentiels de réforme de la réglementation, appuyer des économies qui peuvent aider d'autres à s'améliorer et fixer des objectifs de résultat mesurables. En 2009, la CEAP a lancé le plan d'action sur la facilité de faire des affaires avec pour objectif de rendre la pratique des affaires 25 % moins cher, plus rapide et plus facile dans la région à l'horizon 2015¹. Le plan d'action fixe des objectifs de résultat précis, par exemple en accélérant de 25 % les démarches pour la création d'entreprises, ce qui représente une réduction d'une semaine du délai moyen.

En s'inspirant des résultats d'une enquête auprès des entreprises, les planificateurs ont identifié cinq domaines prioritaires : la création d'entreprises, l'obtention de prêts, l'exécution de contrats, le commerce transfrontalier et l'obtention des permis de construire. Les économies de la CEAP ont ensuite choisi six « économies championnes » pour chacun de ces domaines prioritaires : la Nouvelle-Zélande et les États-Unis (création d'entreprises), le Japon (obtention de prêts), la République de Corée (exécution de contrats), Singapour (commerce transfrontalier) et la RAS de Hong Kong (Chine) (obtention des permis de construire). En 2010 et 2011, plusieurs des économies championnes ont organisé des ateliers pour élaborer des programmes de renforcement des capacités dans leur domaine de compétence.

1. APEC 2010.

vous suivez la recette. Non. Nous sommes tous différents. Mais nous pouvons prendre certaines choses, certaines leçons et appliquer ces leçons et voir comment elles fonctionnent dans notre environnement.

Au cours des neuf dernières années, les pouvoirs publics ont mené de nombreuses activités de réforme du cadre de réglementation des entreprises locales. La plupart des réformes adoptées dans les domaines étudiés par *Doing Business* s'inscrivaient dans le cadre des programmes de réformes de portée plus générale visant à accroître la compétitivité économique, comme dans le cas de la Colombie, du Kenya et du Libéria. Les pouvoirs publics élaborent leurs programmes de réformes de la réglementation des affaires en recourant à une variété de sources de données et d'indicateurs⁴⁵. Les réformateurs tiennent également compte des demandes de nombreux acteurs et groupes d'intérêts, qui soulèvent tous des questions importantes et font part de leurs préoccupations dans le débat sur la réforme. La concertation du Groupe de la Banque mondiale avec les gouvernements sur le climat de l'investissement a pour but de les encourager à utiliser les données avec discernement, en affinant leur faculté d'appréciation et en évitant de se borner à améliorer leur classement *Doing Business*. La concertation vise également à promouvoir des réformes de vaste portée visant à améliorer le climat de l'investissement. Dans le cadre de cette concertation sur l'action à mener, le Groupe de la Banque mondiale a recours à un large éventail d'indicateurs et d'outils d'analyse tels que les indicateurs de suivi de la pauvreté dans le monde, les indicateurs du développement dans le monde, les indicateurs de performance logistique et de nombreux autres. Suite à l'initiative pour le libre accès aux données, tous les indicateurs et données sont mis à la disposition du public à l'adresse <http://data.worldbank.org>.

MÉTHODOLOGIE ET DONNÉES

Doing Business porte sur 183 économies parmi lesquelles figurent de petites économies dont quelques-unes parmi les plus pauvres au monde, sur lesquelles d'autres séries de données fournissent très peu d'informations. Les données de *Doing Business* sont basées sur les dispositions législatives et réglementaires nationales ainsi que sur des règles administratives. (Pour une explication détaillée de la méthodologie de *Doing Business*, voir les Notes statistiques.)

Sources d'information pour les données

La plupart des indicateurs de *Doing Business* sont fondés sur des lois et des règlements. En outre, les indicateurs de coûts sont généralement étayés par les barèmes tarifaires officiels. Les participants aux enquêtes de *Doing Business* remplissent des questionnaires et fournissent les références concernant les lois, règlements

et barèmes tarifaires pertinents, ce qui permet de vérifier la fiabilité et la qualité des données. La question ne se pose donc pas de savoir si les échantillons des participants sont représentatifs ou non, dans la mesure où il est possible d'obtenir les textes des lois et règlements pertinents et de vérifier l'exactitude des réponses.

Pour certains indicateurs (par exemple ceux sur l'obtention des permis de construire, l'exécution des contrats et le solutionnement de l'insolvabilité), l'élément concernant les délais et une partie de l'élément concernant les coûts (s'il n'existe pas de barèmes tarifaires) se fondent plutôt sur la pratique en vigueur que sur les textes de loi, ce qui implique un élément d'appréciation. La démarche de *Doing Business* consiste par conséquent à travailler avec des juristes ou des spécialistes qui exécutent régulièrement les opérations en question. Conformément à la méthode type utilisée pour les études des temps et des mouvements, *Doing Business* scinde chaque processus ou transaction, comme la création d'une entreprise et son exploitation légale, en étapes distinctes afin de mieux estimer les différents délais. L'estimation de délai pour chaque étape est fournie par des spécialistes qui ont une grande expérience pratique de l'opération.

La méthode de collecte des données utilisée par *Doing Business* se distingue de celle des enquêtes auprès des entreprises, qui enregistrent souvent des perceptions et des expériences ponctuelles des entreprises. Un avocat d'affaires qui inscrit entre 100 à 150 entreprises par an au registre du commerce maîtrise mieux la démarche qu'un entrepreneur qui le fera tout au plus une ou deux fois. Un avocat spécialiste des faillites ou un juge-commissaire s'occupant des douzaines de cas par an en sait plus sur la question des faillites qu'un entrepreneur qui n'a peut-être jamais été confronté à cette procédure.

Personnes interrogées par *Doing Business*

Au cours des neuf dernières années, plus de 12 000 spécialistes dans 183 pays ont aidé à recueillir les données utilisées pour les indicateurs de *Doing Business*. Le rapport de cette année a utilisé les informations fournies par plus de 9 000 spécialistes. Le tableau 4.1 des Notes statistiques indique le nombre de personnes interrogées pour chaque type d'indicateur. Le site internet de *Doing Business* indique le nombre de personnes interrogées pour chaque économie et pour chaque indicateur. Les personnes interrogées sont des spécialistes du secteur privé ou des responsables du secteur public dont le travail consiste au quotidien à gérer les prescriptions juridiques et réglementaires couvertes par les domaines de *Doing Business* ou à donner des avis à ce sujet. Elles sont choisies en fonction de leurs compétences dans les

domaines précis étudiés par *Doing Business*. Étant donné que le rapport est axé sur les mécanismes juridiques et réglementaires, la plupart des personnes interrogées sont des spécialistes tels que des juristes, des juges ou des notaires. Les questionnaires concernant les informations sur l'obtention des prêts sont remplis par des responsables des registres sur le crédit ou des centrales des risques. Les questionnaires sur le commerce transfrontalier, les impôts et les permis de construire sont adressés aux transitaires, comptables, architectes et autres spécialistes.

Élaboration de la méthodologie

La méthode d'élaboration de chaque indicateur est transparente, objective et facile à reproduire. D'éminents universitaires ont collaboré à l'élaboration des indicateurs, ce qui en garantit la rigueur théorique. Parmi les documents de référence utilisés pour élaborer les indicateurs, huit ont été publiés dans des revues économiques de premier plan⁴⁶.

Doing Business utilise la méthode des moyennes simples pour pondérer les indicateurs et établir les classements. D'autres méthodes ont été étudiées, telles que l'utilisation des composantes principales et des variables non-observées⁴⁷. Ces méthodes donnent des résultats quasiment identiques à ceux des moyennes simples. Les tests montrent que chaque série d'indicateurs fournit de nouvelles informations. *Doing Business* utilise de ce fait la méthode la plus simple consistant à pondérer également tous les domaines et, au sein de chaque domaine, accorder un coefficient de pondération égal à chacun des éléments du domaine⁴⁸.

Inclusion de l'indicateur sur le raccordement à l'électricité

Le classement relatif à la facilité de faire des affaires de cette année tient compte du raccordement à l'électricité en tant que nouveau domaine. Les indicateurs de raccordement à l'électricité ont été introduits à titre expérimental dans *Doing Business 2010* et *Doing Business 2011*, qui en ont présenté les résultats dans une annexe. Durant la phase expérimentale, des experts ont examiné la méthodologie ; des données sur les délais, les coûts et les démarches administratives pour obtenir un raccordement à l'électricité ont été recueillies pour l'ensemble des 183 économies. Pour éviter le double comptage, les démarches liées au raccordement à l'électricité ont été exclues des démarches pour l'obtention des permis de construire⁴⁹.

Améliorations apportées à la méthodologie

La méthodologie a été constamment améliorée au fil des ans⁵⁰. Les changements ont été essentiellement apportés en réponse à des

suggestions comportant de nouvelles idées. S'agissant de l'exécution des contrats, par exemple, le montant du litige dans le scénario de base a été augmenté de 50 % à 200 % du revenu par habitant après la première année de collecte de données, lorsqu'il est apparu que les litiges portant sur des montants peu élevés avaient peu de chances d'être réglés par voie judiciaire.

Un autre changement concerne la création d'entreprises. Le capital minimum obligatoire peut constituer un obstacle pour ceux qui souhaitent créer une entreprise. Au départ, *Doing Business* évaluait le capital minimum obligatoire, qu'il soit exigé à l'avance ou non, or dans de nombreuses économies, une partie seulement de ce capital minimum doit être versée à l'avance. Pour tenir compte de la difficulté que cela risque de présenter pour la création d'entreprises, le capital minimum versé est utilisé à la place du capital minimum obligatoire.

Cette année, le rapport inclut des améliorations de la méthodologie pour les indicateurs concernant l'embauche de travailleurs et les indicateurs (droits juridiques) concernant l'obtention de prêts. Le rapport exclut par ailleurs les démarches pour le raccordement à l'électricité des indicateurs pour l'obtention des permis de construire. Il apporte également des modifications à la méthodologie de classement relatif au paiement des taxes et impôts.

Méthodologie appliquée pour l'embauche de travailleurs. Pour mieux prendre en compte l'équilibre entre la protection des travailleurs et une réglementation du travail efficace, qui favorise la création d'emplois, *Doing Business* a apporté, au cours des quatre dernières années, une série de modifications à la méthodologie appliquée aux indicateurs sur l'embauche de travailleurs.

En outre, le Groupe de la Banque mondiale a entrepris de travailler avec un groupe consultatif — comprenant des juristes spécialisés dans le droit du travail, des représentants de salariés et d'employeurs et des experts de la société civile, du secteur privé, de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et de l'OCDE — à l'examen de la méthodologie et à l'étude de futurs domaines de recherche⁵¹. Le groupe consultatif a terminé ses travaux cette année et les orientations qu'il a données ont inspiré plusieurs modifications apportées à la méthodologie (voir également les Notes statistiques). Le rapport complet du groupe consultatif comportant ses conclusions figure sur le site web de *Doing Business*⁵².

Des travaux se poursuivent sur l'évaluation de la protection des travailleurs en vue de compléter l'évaluation du coût qu'implique la législation du travail pour les employeurs. Le Groupe de la Banque mondiale et l'OIT s'inspireront

des données sur la protection des travailleurs pour effectuer une analyse conjointe de cette question.

En attendant de nouveaux progrès de la recherche dans ce domaine, le rapport de cette année ne présente pas de classement des économies sur la base des indicateurs d'embauche de travailleurs ni n'inclut ce domaine dans le classement global relatif à la facilité de faire des affaires. Il présente cependant les données recueillies pour les indicateurs relatifs à l'embauche des travailleurs. D'autres données sur la réglementation du travail recueillies dans 183 économies sont disponibles sur le site internet de *Doing Business*⁵³.

Méthodologie appliquée pour le paiement des taxes et impôts. Le projet *Doing Business* s'enrichit des échanges de vues qu'il entretient avec des parties prenantes extérieures, notamment les participants au Dialogue Fiscal International, sur l'outil et la méthodologie d'enquête pour les indicateurs relatifs au paiement des taxes et impôts. Suite à ces échanges, le rapport de cette année introduit un seuil pour le taux d'imposition total aux fins de l'établissement du classement relatif à la facilité de paiement des taxes et impôts. Toutes les économies qui ont un taux d'imposition total inférieur au seuil (qui sera calculé et corrigé chaque année) seront désormais classées au même rang pour l'indicateur du taux d'imposition total. Étant donné que le taux d'imposition total n'est qu'un indicateur parmi les 32 qui sont pris en compte dans le classement relatif à la facilité de faire des affaires en général, cette modification a des répercussions négligeables sur les classements globaux. Le taux de corrélation entre les classements pour la facilité de paiement des taxes et impôts, avec et sans ce seuil, est de 99 %.

Ce seuil ne se fonde sur aucune théorie, mais vise plutôt à souligner l'objectif de l'indicateur, qui consiste à mettre en évidence les économies dans lesquelles le fardeau fiscal des entreprises est élevé par rapport au fardeau fiscal des autres économies. Le fait d'attribuer le même classement à toutes les économies dont le taux d'imposition total est inférieur au seuil évite de récompenser, dans le classement, des économies au taux d'imposition total inhabituellement faible, qui en fait peut souvent tenir à des raisons sans rapport avec les politiques des pouvoirs publics à l'égard des entreprises. Par exemple, les économies de très faible taille ou qui sont riches en ressources naturelles n'ont pas besoin de percevoir des taxes et impôts à assiette large. Pour en savoir plus sur la méthode de calcul du seuil, se référer aux Notes statistiques.

En outre, *Doing Business* a recueilli cette année des données relatives aux taxes et impôts sur le revenu du travail et les contributions à la sécurité

sociale payés par les salariés comme par les employeurs. Ces données seront disponibles sur le site internet de *Doing Business* pour permettre l'analyse de la répartition de ces contributions entre les employeurs et les salariés.

Méthodologie appliquée pour les indicateurs concernant l'obtention de prêts. L'indice des droits légaux des créanciers et débiteurs évalue certains aspects du droit des sûretés vis-à-vis des emprunteurs et prestataires. L'indice montre dans quelle mesure les lois sur la garantie et la faillite facilitent les prêts en évaluant 10 aspects de ces lois.

L'un des aspects de la législation sur les garanties qui est évalué concerne le fait de savoir si les détenteurs de créances garanties peuvent engager des poursuites individuelles devant les tribunaux lorsqu'un débiteur entame une procédure de réorganisation sous contrôle judiciaire, ou si cette procédure entraîne une suspension automatique des poursuites ou un moratoire. Auparavant, seules les économies dans lesquelles les détenteurs de créances garanties pouvaient poursuivre une action judiciaire étaient récompensées dans le classement relatif aux droits légaux des créanciers et débiteurs. Désormais, les économies dans lesquelles les droits des détenteurs d'une sûreté sont explicitement protégés par la loi pendant la soumission à un moratoire sont également récompensées. (se référer aux Notes statistiques pour en savoir plus.) Ce changement aligne la méthodologie applicable à cet indicateur sur les directives de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) et du Groupe de la Banque mondiale.

Corrections de données

Toutes les modifications apportées à la méthodologie sont expliquées dans les Notes statistiques ainsi que sur le site internet de *Doing Business*. Pour chaque indicateur et chaque économie, les données historiques sont disponibles, à partir de la première année pour laquelle un indicateur ou une économie ont été intégrés dans le rapport. Afin de disposer de séries chronologiques comparables pour la recherche, un calcul à rebours des séries de données a été effectué pour tenir compte des modifications apportées à la méthodologie et de toutes les révisions des données consécutives aux corrections. Les séries de données ne font pas l'objet de calcul à rebours pour les variations annuelles du revenu par habitant. Le site internet permet également de consulter toutes les séries de données initiales utilisées pour l'élaboration des documents de référence.

Des informations sur les corrections des données figurent dans les Notes statistiques et sur le site internet. Une procédure de recours transparente permet à quiconque de contester

les données. Si les erreurs sont confirmées après vérification des données, elles sont corrigées dans les meilleurs délais.

NOTES

1. Pour en savoir plus sur la manière de déterminer les classements globaux, se référer au chapitre sur la facilité de faire des affaires et la « distance de la frontière ».
2. Il s'agit notamment d'une étude du Groupe indépendant d'évaluation de la Banque mondiale (2008) ainsi que de la contribution en cours du Dialogue Fiscal International.
3. Les indicateurs de solutionnement de l'insolvabilité évaluent le délai, le coût et le résultat des procédures d'insolvabilité mettant en jeu des entités nationales. Dans les rapports précédents, cet indicateur était celui de la fermeture d'entreprises. L'indicateur de *solutionnement de l'insolvabilité* illustre de manière plus précise les résultats qui sont évalués : une procédure judiciaire visant la restructuration ou la réhabilitation, une procédure judiciaire visant la liquidation ou la dissolution, et le remboursement de la dette ou la saisie immobilière (devant les tribunaux ou à l'amiable).
4. *Doing Business* procède chaque année à des enquêtes auprès des spécialistes locaux de 183 économies afin de recueillir et d'actualiser les données. La liste des spécialistes locaux de chaque économie figure sur le site internet de *Doing Business* (<http://www.doingbusiness.org>).
5. De Soto 2000.
6. Schneider 2005 ; La Porta et Shleifer 2008.
7. Amin 2011.
8. <http://www.entreprisesurveys.org>.
9. OCDE, « Indicateurs de réglementation des marchés de produits » <http://www.oecd.org/>. Les mesures sont agrégées en trois grandes familles représentant le contrôle de l'État, les obstacles à l'esprit d'entreprise et les obstacles au commerce international et à l'investissement. Les 39 pays pris en compte dans les indicateurs de réglementation des marchés de produits de l'OCDE sont les suivants : Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Canada, Chili, Chine, Corée, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, États-Unis, France, Grèce, Hongrie, Inde, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Royaume-Uni, Russie, République slovaque, Slovaquie, Suède, Suisse, République tchèque, Turquie.
10. Le *Rapport sur la compétitivité globale* du Forum économique mondial utilise les séries de données de *Doing Business* sur la création d'entreprises, l'emploi de travailleurs, la protection des investisseurs et l'obtention de crédit (droits légaux), représentant 7 sur un total de 113 indicateurs différents (soit 6,2 %).
11. Narayan et al. 2000.
12. Hallward-Dreimeier, Mary, Khun-Jush, Gita et Lant Pritchett (2010). L'étude analyse les données des Enquêtes auprès des entreprises de la Banque mondiale pour l'Afrique subsaharienne et montre que des mesures globalement « de jure » comme « *Doing Business* » ne sont pas corrélées à des réponses a posteriori au niveau de l'entreprise. Certes les pays qui obtiennent de meilleurs résultats selon *Doing Business* font généralement de même dans le cadre des enquêtes auprès des entreprises, mais pour la majorité des économies de l'échantillon aucune corrélation n'a été établie. Par ailleurs, l'étude conclut que l'écart entre les conditions de jure et de facto augmente avec le fardeau administratif formel. Cette conclusion donne à penser que des procédures plus lourdes en Afrique accroissent les possibilités de faire des affaires et que les entreprises pourraient ne pas encourir les coûts officiels d'application des règles, mais elles continuent de payer pour les éviter. Il convient de ne pas perdre de vue certaines différences entre les méthodologies fondamentales. La méthodologie de *Doing Business* est centrée sur la principale métropole des affaires, alors que les enquêtes auprès des entreprises portent généralement sur le pays dans son ensemble. *Doing Business* recueille les avis mûrement réfléchis des spécialistes qui examinent les lois et les réglementations sur lesquelles repose le cadre de réglementation des affaires dans un ensemble étroit de domaines. Les enquêtes auprès des entreprises recueillent quant à elles les avis des dirigeants d'entreprise et la question qui est posée à ceux-ci est rarement identique à celle à laquelle répondent les contributeurs de *Doing Business*, et qui concerne un cas type donné. Les enquêtes auprès des entreprises de la Banque mondiale, disponibles à l'adresse www.entreprisesurveys.org, collectent les données sur plus de 100 000 entreprises dans 125 économies, couvrant un large éventail de domaines liés au climat des affaires.
13. Le coefficient de corrélation entre le classement pour la facilité de faire des affaires et le classement suivant l'indice de lutte contre la corruption est de 0,62 et celui qui existe entre le classement pour la facilité de faire des affaires et le classement suivant l'indice de perception de la corruption de Transparency International est de 0,77. La corrélation positive est statistiquement significative à 5 %.
14. Banque mondiale 2003.
15. Le rapport de cette année ne présente pas les classements des économies fondés sur les indicateurs d'emploi de travailleurs. Il n'inclut pas non plus ce domaine dans le classement global pour la facilité de faire des affaires.
16. Pour des informations plus détaillées sur l'établissement des indicateurs, les classements globaux et l'évaluation de la « distance à la frontière », se référer aux Notes statistiques et au chapitre sur la facilité de faire des affaires et la « distance à la frontière ».
17. Selon les recherches sur Google Scholar (<http://scholar.google.com>) et Social Science Citation Index.
18. Djankov et al. 2002 ; Alesina et al. 2005 ; Perotti et Volpin 2005 ; Klapper, Laeven et Rajan 2006 ; Fisman et Sarria-Allende 2010 ; Antunes et Cavalcanti 2007 ; Barseghyan 2008 ; Eifert 2009 ; Klapper, Lewin et Quesada Delgado

- 2009 ; Djankov, Freund et Pham 2010 ; Klapper et Love 2011 ; Chari 2011 ; Bruhn 2011.
19. Klapper, Lewin et Quesada Delgado 2009. *Le taux d'entrée* se rapporte au pourcentage d'entreprises nouvellement enregistrées, par rapport au nombre total d'entreprises enregistrées. La *densité des affaires* est définie comme le nombre total d'entreprises exprimé en pourcentage de la population active totale (entre 18 et 65 ans).
 20. Ciccone et Papaioannou 2007.
 21. Alesina et al. 2005.
 22. Loayza, Oviedo et Sérven 2005 ; Barseghyan 2008.
 23. Dulleck, Frijters et Winter-Ebmer 2006 ; Calderon, Chong et Leon 2007 ; Micco et Pagés 2006.
 24. Masatlioglu et Rigolini 2008 ; Djankov 2009.
 25. Bruhn 2011.
 26. Kaplan, Piedra et Seira 2007.
 27. Aghion et al. 2008.
 28. Sharma 2009.
 29. Chari 2011.
 30. Cardenas et Roza 2009.
 31. Branstetter et al. 2010.
 32. Djankov, Freund et Pham 2010.
 33. Iwanow et Kirkpatrick 2009.
 34. Seker 2011.
 35. Nunn 2007.
 36. Rauch 2010.
 37. Chang, Kaltani et Loayza 2009 ; Cuñat et Melitz 2007.
 38. <http://www.enterprisesurveys.org>.
 39. Haselmann, Pistor et Vig 2010. Les pays étudiés étaient les suivants : Bulgarie, Croatie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Roumanie, République slovaque, Slovaquie, République tchèque et Ukraine.
 40. Djankov, McLiesh et Shleifer 2007 ; Houston et al. 2010.
 41. Djankov, McLiesh et Shleifer 2007 ; Houston et al. 2010.
 42. Visaria 2009.
 43. Funchal 2008.
 44. Dewaelheyns et Van Hulle (2008) sur la Belgique ; Giné et Love (2010) sur la Colombie.
 45. Une étude récente utilise les indicateurs de *Doing Business* pour démontrer qu'il est difficile de se servir d'indicateurs ventilés de manière détaillée pour déterminer les priorités en matière de réforme (Kraay et Tawara 2011).
 46. Tous les documents de référence sont disponibles sur le site internet de *Doing Business* (<http://www.doingbusiness.org>).
 47. Pour en savoir plus, consulter le chapitre sur la facilité de faire des affaires et la « distance à la frontière ».
 48. Une note sur les différentes méthodes d'agrégation et de pondération est disponible sur le site internet de *Doing Business* (<http://www.doingbusiness.org>).
 49. Les données des années précédentes concernant l'obtention de permis de construire ont été corrigées pour tenir compte de ce changement. Elles sont disponibles sur le site web de *Doing Business* à la rubrique « historical data » (<http://www.doingbusiness.org>).
 50. Toutes les modifications apportées à la méthodologie sont expliquées dans les Notes statistiques du rapport de cette année et des rapports des années précédentes à compter de *Doing Business 2007*. Les Notes statistiques et les rapports des années précédentes sont disponibles à l'adresse <http://www.doingbusiness.org>.
 51. Pour le mandat et la composition du groupe consultatif, voir Banque mondiale, « Employing Workers Indicator Consultative Group » de *Doing Business*, <http://www.doingbusiness.org>.
 52. <http://www.doingbusiness.org/methodology/employing-workers>.
 53. <http://www.doingbusiness.org>.



WWW.DOINGBUSINESS.ORG

ISBN 978-0-8213-8833-4



SKU 18833